

Rapport final

OUT OF WORK AND INTO SCHOOL

INITIATIVES COMMUNES EN FAVEUR
DE L'ÉTABLISSEMENT DE ZONES LIBRES
DE TOUT TRAVAIL D'ENFANT



Coordinated by:

STOP



CHILD LABOUR

School is the best place to work

Hivos
people unlimited

Renforcer et élargir les zones libres de tout travail d'enfant avec, **lorsque cela est possible et pertinent, la participation active des initiatives en matière de RSE et des entreprises**

septembre 2017

Avec le soutien de :



Photo de couverture : © Jimmy Nelson en Gerdien ten Cate

TABLE DES MATIÈRES

05	Informations générales
08	1. Résumé et principaux résultats obtenus
10	2. Résultats des Activités du Programme
10	2.1. Principaux résultats relatifs à la Réalisation A Résumé par pays
20	2.2. Principaux résultats relatifs à la Réalisation B : Responsabilité sociale des entreprises
25	2.3. Principaux résultats relatifs à la Réalisation C : Impliquer les décideurs, les consommateurs et les entreprises
30	3. Résumé de la réunion de fin de programme
34	4. Résumé et réaction de la direction de SCL à l'évaluation externe
39	Annexes
39	Annexe 1 : Tableau actualisé des résultats
50	Annexe 2 : Rapport de fin de programme
51	Annexe 3 : Rapport d'évaluation

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AVEC	Associations villageoises d'épargne et de crédit
FLA	Fair Labour Association
ICN	India Committee of the Netherlands
IE	Internationale de l'Éducation
IPEC	Programme international pour l'abolition du travail des enfants
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
RVO	Rijksdienst voor Ondernemerschapp/Netherlands Enterprise Agency
SEAE	Service européen pour l'action extérieure
SCL	Stop Child Labour
TFT-RSP	TFT-Responsible Stone Program
ZLTE	Zone libre de tout travail d'enfant

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Bénéficiaire de la subvention

Humanist Institute for Development Cooperation (Hivos), coordinateur du programme de Stop Child Labour

Membres de la coalition

Stop Child Labour Coalition

Hivos, Algemene Onderwijsbond (AOB), Mondiaal FNV, India Committee of the Netherlands (ICN), Kerk in Actie & ICCO Cooperation, Stichting Kinderpostzegels Nederland

Adresse

Raamweg 16
2596 HL La Haye,
Pays-Bas

Personne à contacter

Sofie Ovaa,
Responsable du programme mondial

N° de téléphone

+31 (0)70 376 376 5500

Adresse électronique

sovaa@hivos.org

Nom du projet

Out of Work and into School: joint efforts towards child labour free zones

Nom du donateur

Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas

Numéro d'activité

26417

Pays ciblés

Inde, Zimbabwe, Ouganda, Mali, Nicaragua, Turquie, Pays-Bas, Union européenne

CE QUE NOUS AVONS ACCOMPLI

SECTEUR

- | | |
|--|---|
|  CAFÉ |  KARITÉ |
|  THÉ |  SÉSAME |
|  PIERRE NATURELLE |  OR |
|  SEMENCES |  NOISETTES |
|  HABILLEMENT |  'MILIEU URBAIN' |
|  CUIT/CHAUSSURE | |



TOTAL

20,412 ENFANTS
TENUS A L'ÉCART ET
SOUSTRAITS AU TRAVAIL
DES ENFANTS¹

NICARAGUA



60 ENFANTS
TENUS A L'ÉCART
ET SOUSTRAITS AU
TRAVAIL DES ENFANTS

83 enseignants ont été formés aux compétences de communication, aux techniques de négociation et à l'importance du leadership en tant qu'enseignant. Des activités de sensibilisation sur l'importance de l'éducation ont été menées

MALI



12,064 ENFANTS
TENUS A L'ÉCART ET
SOUSTRAITS AU
TRAVAIL DES ENFANTS

OUGANDA



3,705 ENFANTS
TENUS A L'ÉCART ET
SOUSTRAITS AU
TRAVAIL DES ENFANTS

SECTEUR



SECTEUR



PAYS-BAS

INTERNATIONAL

5 Protocoles d'accord signés entre SCL et des entreprises des secteurs du café, de la chaussure, de la pierre naturelle et du textile (x2)

11 entreprises (internationales et nationales) et 4 initiatives en matière de RSE ont intégré l'approche géographique dans leurs stratégies d'intervention dans les secteurs de l'or, de la pierre naturelle, du café et de la chaussure

9 rapports de recherche publiés sur le travail des enfants dans les secteurs de la pierre naturelle (2), de l'or (2), de l'habillement (3) et des semences (2)

Participation active à l'élaboration de trois Pactes (textile, or et pierre naturelle) **et rôle de chef de file vis-à-vis du travail des enfants dans l'élaboration du Pacte relatif au textile et à l'habillement**

Réunions et dialogue multipartites avec **au moins 80 entreprises et 11 initiatives** en matière de RSE

Contribution significative à la loi relative à la diligence raisonnable vis-à-vis du travail des enfants à travers des activités internes et externes de lobbying, de plaidoyer et de communication

Sensibilisation de millions de citoyens/consommateurs à travers les médias

ZIMBABWE



286 ENFANTS
TENUS A L'ÉCART ET
SOUSTRAITS AU
TRAVAIL DES ENFANTS

SECTEUR



TURQUIE



Activités de sensibilisation réalisées avec les enseignants sur les droits des enfants et le travail des enfants. Des dialogues ont été établis avec des entreprises et des initiatives en matière de RSE dans les secteurs de la noisette et du coton.

SECTEUR



INDE



4,297 ENFANTS
TENUS A L'ÉCART ET
SOUSTRAITS AU
TRAVAIL DES ENFANTS

SECTEUR



1. RÉSUMÉ ET PRINCIPAUX RÉSULTATS

Les membres de la coalition Stop Child Labour (SCL) et les organisations partenaires ont, au cours de la période d'exécution du projet « Out of Work and into School », œuvré en étroite collaboration avec les parties prenantes pertinentes, notamment les gouvernements, les organisations internationales, les entreprises et les initiatives en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE), à la réalisation de notre objectif global d'élimination totale de toutes les formes de travail d'enfant associé à l'offre d'une éducation pour tous. D'importants résultats ont été obtenus dans les trois domaines retenus par ce programme.

Les organisations partenaires de SCL ont activement œuvré, lorsque cela a été possible et pertinent, avec la participation active des initiatives en matière de RSE et des entreprises néerlandaises, multinationales et/ou locales de premier plan, à la prévention et à la lutte contre le travail des enfants et/ou adopté une approche géographique pour la création de Zones libres de tout travail d'enfant (ZLTE). Par ailleurs, les initiatives en matière de RSE et les entreprises de secteurs sélectionnés : pierre naturelle, habillement et textile, cuir/ chaussure, or et café/thé, ont obtenu des résultats significatifs en matière de prévention et d'élimination du travail des enfants (et d'autres abus des droits des travailleurs) au sein de l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement, en mettant particulièrement l'accent sur les niveaux inférieurs de ces chaînes et à l'approche géographique. Il est par ailleurs possible de conclure que les décideurs, consommateurs et entreprises ciblés aux Pays-Bas (et à l'étranger) ont été impliqués et interviennent en faveur de l'élimination du travail des enfants et/ou la création de ZLTE.

Some main important results under these outcome areas are the following:

- 87 ZLTE ont été établies au cours de ce programme et plus de 137 écoles formelles ont participé aux activités du projet
- Plus de 20 412 enfants ont été tenus à l'écart et soustraits au travail des enfants et 2 341 enfants ont intégré des écoles passerelles
- Le taux de scolarisation de l'ensemble des enfants vivant dans les ZLTE atteint 92% en moyenne. Il s'agit d'une augmentation de plus de 20% par rapport au début du programme.
- 5 Protocoles d'accord ont été signés entre SCL et des entreprises des secteurs du café, du cuir/de la chaussure, de la pierre naturelle et de l'habillement/du textile (x2)
- 11 entreprises (internationales et nationales) et 4 initiatives en matière de RSE ont intégré l'approche géographique dans leurs stratégies d'intervention dans les secteurs de l'or, de la pierre naturelle, du café et du cuir/chaussure
- Les conditions de travail de 9 700 adultes et jeunes travailleurs se sont améliorées, par exemple suite aux activités de lobbying menées auprès des entreprises à cette fin (par exemple, pratiques de forage à eau au Rajasthan, ou mise en contact des travailleurs avec les services sociaux, retrait et formation professionnelle des jeunes travailleurs des mines d'or)
- Les revenus de 4 269 adultes et jeunes travaillant de manière légale ont augmenté (par exemple grâce aux dispositifs d'épargne, aux activités génératrices de revenus, aux revendications salariales issues d'un programme d'éducation financière dans le sud de l'Inde)



- Près de 30 000 enfants (43% de filles) ont participé à des activités parascolaires visant à accroître l'attrait de l'école.

Les réussites, les opportunités et les défis ont été débattus et évalués à l'occasion d'une réunion internationale de fin de projet organisée en Ouganda à l'intention de l'ensemble des partenaires à travers le monde et d'une évaluation externe réalisée auprès de différents partenaires et parties prenantes dans plusieurs pays. Celles-ci ont confirmé qu'il était en effet possible de mettre fin au travail des enfants et de garantir l'éducation pour tous, à condition que toutes les parties prenantes œuvrent

ensemble sur la base du principe commun « selon lequel la place de chaque enfant est à l'école – et non sur les lieux de travail ». Les expériences ont été partagées afin d'inspirer d'autres parties prenantes à œuvrer conjointement à la réalisation du même objectif. Les enseignements ont contribué au renforcement des activités de suivi dans les pays respectifs et à la préparation de nouveaux programmes dans le cadre d'une action future. Ce faisant, SCL et les organisations partenaires s'appuieront sur les progrès réalisés dans le cadre de ce programme et poursuivront leur intervention en faveur d'un monde libre de tout travail d'enfant.

2. RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

2.1 Principaux résultats relatifs à la Réalisation A : Résumés par pays

Inde

4,297 ENFANTS TENUS A L'ÉCART ET SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS



1 | BUDHPURA (MANJARI)

417 ENFANTS TENUS A L'ÉCART DU TRAVAIL DES ENFANTS

815 ENFANTS SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS

219 ENFANTS INTÉGRÉS AUX ÉCOLES PASSERELLES

AUGMENTATION DU POURCENTAGE D'ENFANTS SCOLARISÉS DANS LES ZLTE DE 47,9 % A 80,7%

Principaux résultats : La forte participation de trois entreprises internationales et leur communication ouverte sur leur projet, par exemple dans leur blog², ont assuré la transparence du projet. La participation des négociants locaux et leurs actions destinées à rendre l'aménagement des cours pavés libre de tout travail d'enfant ont été un aspect unique de ce projet de ZLTE dans le secteur de la pierre naturelle / des pavés. Manjari a mis au point une base de données afin d'obtenir des données plus précises exigées par les entreprises et mis en place un système destiné à accroître l'accès des membres de la communauté aux régimes d'aide sociale. Celui-ci a été particulièrement utile vis-à-vis

de la couverture médicale et de l'accès aux prestations d'indemnisation de certains patients atteints de silicose.



2 | PALRI MANGALIYA & PUROHITSAR (BWI/ RPKNMS)

125 ENFANTS TENUS A L'ÉCART DU TRAVAIL DES ENFANTS

133 ENFANTS SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS

0 ENFANT INTÉGRÉ AUX ÉCOLES PASSERELLES

AUGMENTATION DU POURCENTAGE D'ENFANTS SCOLARISÉS DE 87,3 % A 100 % DANS LES ZLTE

Principaux résultats : Une collaboration étroite a été établie dès le début de projet avec les écoles publiques de la ZLTE. Tous les enfants de la ZLTE sont par conséquent scolarisés. Un service d'assistance téléphonique, mis en place par le syndicat local, a traité des appels liés aux droits des travailleurs et aux cas de travail d'enfant. Compte tenu de la prévalence d'un environnement socioculturel décourageant les interactions entre hommes et femmes, des groupes d'entraide ont servi d'instruments de sensibilisation et d'organisation des travailleuses. L'occasion a été donnée aux femmes concernées de participer et de s'émanciper à travers l'acquisition de compétences et l'accès aux dispositifs d'épargne. Le syndicat a également aidé les membres de la com-

² See: <http://nochildleftbehind.co.uk>

munauté, en particulier les patients atteints de silicose, à avoir accès aux régimes d'aide sociale. Une coopération a même été mise en place avec les propriétaires de mines qui se sont engagés à soutenir l'éducation des enfants et ont fourni un équipement de protection à leurs travailleurs. Le projet de ZLTE a donné du poids au syndicat et lui a permis d'élargir son affiliation à la fois en termes d'effectifs et de couverture géographique, jetant ainsi les bases de la durabilité des ZLTE et du développement futur des ZLTE dans les zones de recrutement du syndicat, principalement avec ses propres ressources.



3 | TIRIPUR (SAVE)

**2,039 ENFANTS TENUS A L'ÉCART
DU TRAVAIL DES ENFANTS**

**768 ENFANTS SOUSTRATS
AU TRAVAIL DES ENFANTS**

**64 ENFANTS INTÉGRÉS AUX
ÉCOLES PASSERELLES**

**AUGMENTATION DU POURCENTAGE
D'ENFANTS SCOLARISÉS DANS LES
ZLTE DE 84,4 % A 99,2 %**

Principaux résultats : A Tiripur, la ZLTE dans le secteur de l'habillement a été officiellement transférée aux autorités et aux communautés locales. Un film et un livret sur les ZLTE adapté au contexte local ont été présentés comme instruments concrets pour élargir l'approche des ZLTE aux communautés voisines avec la participation des entreprises privées du secteur de l'habillement. L'approche unique de SAVE sur la façon d'intervenir auprès des familles migrantes et de les inclure, avec leurs enfants, dans le projet et en faveur de leur accès aux écoles et aux activités est également remarquable. Il convient également de mentionner les activités de lobbying auprès des propriétaires de logement qui ont joué un rôle essentiel en

incitant leurs locataires à scolariser leurs enfants. Les droits des travailleurs ont été abordés afin de sensibiliser les travailleurs et les entreprises.



4 | NEW DELHI (ICCO - SCL INDIA PLATFORM)

Principaux résultats : Une solide plateforme SCL, capable de faire pression et de plaider pour l'amélioration de l'éducation et d'appliquer une approche multipartite dans un environnement communautaire pour renforcer les structures existantes et les services d'aide sociale afin de lutter contre le travail des enfants, a été établie. Le résultat le plus remarquable a trait à l'adoption de la Déclaration de Dehli par tous les participants à la Consultation nationale, y compris par le gouvernement et le secteur privé. Par ailleurs, six consultations ont été menées à l'échelle des États afin d'accélérer les efforts au niveau de l'État et d'utiliser les bons exemples des projets concrets de Zones libres de tout travail d'enfant comme source d'inspiration dans ces zones.



5 | AGRA (FAIR LABOR ASSOCIATION)

Principaux résultats : Engagement fort auprès de quatre entreprises internationales du secteur de la chaussure afin de les impliquer davantage dans la lutte contre le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement de la chaussure et du cuir. Ce processus a été long et a donné lieu à plusieurs études et rapports distincts, dont une étude de base sur le secteur de la chaussure et le travail des enfants à Agra, la cartographie des parties prenantes, la faisabilité de l'approche des ZLTE, l'enquête auprès des ménages et une étude ciblant les fournisseurs directs des quatre entreprises.

Une réunion de consultation multipartite avec le soutien financier des quatre entreprises, précédée par une visite sur le terrain

des représentants des entreprises à un projet communautaire de lutte contre le travail des enfants, a été organisée à Agra en février 2017. Les 64 participants à la réunion, représentant des OSC, le gouvernement, 7 entreprises internationales et 11 fournisseurs installés à Agra, ont exprimé leur engagement à la lutte contre le travail des enfants à Agra. Les quatre entreprises sont disposées à investir dans un projet de ZLTE. Une proposition est en cours d'élaboration (août 2017) et est actuellement examinée. Un rapport final du projet de recherche sera publié à l'automne 2017. Des informations seront à cette occasion communiquées en ce qui concerne le projet de suivi.

Mali

12,064 ENFANTS TENUS A L'ÉCART ET SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS



1 | BOUGOUNI (ENDA)

759 ENFANTS TENUS A L'ÉCART DU TRAVAIL DES ENFANTS

318 ENFANTS SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS

252 ENFANTS INTÉGRÉS AUX ÉCOLES PASSERELLES

AUGMENTATION DU POURCENTAGE D'ENFANTS SCOLARISÉS DE 53,7% A 69,4% DANS LA ZLTE

Principaux résultats : Ce projet unique a été exécuté dans la zone de mines d'or artisanales de Bougouni, Mali, dans le cadre d'une phase préparatoire à l'établissement d'une ZLTE. La zone présente d'énormes défis, tels que : l'analphabétisme et le dénuement économique de la majorité de la population, les obstacles à la scolarisation des enfants, la part prédominante de migrants au sein de la population (notamment étrangers) et la

présence de mineurs non-accompagnés. Les interventions du projet ont permis à la population de prendre connaissance des droits des enfants, en particulier du droit à l'éducation. Le projet a eu pour effet de réduire le travail des enfants et de remettre de nombreux enfants sur le chemin de l'école en améliorant l'environnement scolaire avec le soutien et en étroite collaboration avec le syndicat d'enseignants, SNEC. D'autres interventions importantes incluent la promotion de l'émancipation des femmes à travers les activités génératrices de revenus, l'alphabétisation et la sensibilisation sur les droits des enfants ainsi que la lutte contre le mariage précoce des filles. La durée de l'initiative (3 ans) a été trop courte et les défis trop importants pour pouvoir scolariser tous les enfants travailleurs. C'est pourquoi le projet se poursuit actuellement afin de permettre la mise en œuvre de l'approche complète des ZLTE et de susciter un plus grand impact.



2 | MARKALA (ENDA)

373 ENFANTS TENUS A L'ÉCART DU TRAVAIL DES ENFANTS

2,030 ENFANTS SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS

525 ENFANTS INTÉGRÉS AUX ÉCOLES PASSERELLES

AUGMENTATION DU POURCENTAGE D'ENFANTS SCOLARISÉS DANS LA ZLTE DE 69,5% A 98,7%

Principaux résultats : Cette ZLTE associe politiques éducatives et lutte contre les pratiques néfastes. Au cours du projet, huit écoles communautaires ont changé leur statut à celui d'écoles publiques, dont la responsabilité vis-à-vis de l'éducation de qualité incombe désormais à l'État. Le projet a construit, en étroite collaboration avec la communauté, 12 salles de classe et en a réhabilité et équipé 12 autres. La commu-

nauté et les écoles ont fourni des efforts particuliers en faveur de la réintégration scolaire des filles, ainsi que des enfants des populations indigènes et de ceux atteints d'un handicap. La formation des enseignants et le renforcement des capacités des Comités de gestion scolaire sont à l'origine de la réussite du projet.



3 | NIONO (ALPHALOG)

**99 ENFANTS TENUS A L'ÉCART
DU TRAVAIL DES ENFANTS**

**1,293 ENFANTS SOUSTRITS
AU TRAVAIL DES ENFANTS**

**57 ENFANTS INTÉGRÉS AUX
ÉCOLES PASSERELLES**

**AUGMENTATION DU POURCENTAGE
D'ENFANTS SCOLARISÉS DANS LA
ZLTE DE 82% A 88,2%**

Principaux résultats : Ce projet de ZLTE a été exécuté dans les zones rurales proches de Niono. Les capacités des comités de suivi villageois ont été renforcées pour que ceux-ci jouent activement leur rôle dans la sensibilisation et la mobilisation des enfants en vue de leur scolarisation. Suite à la formation assurée par Alphalog, quatre associations de mères (193 membres) ont lancé des activités génératrices de revenus afin de soutenir l'éducation de leurs enfants. Le projet a par ailleurs activement facilité l'obtention de certificats de naissance de 200 enfants et formé 159 enseignants sur les techniques pédagogiques et l'éthique professionnelle, ainsi que la législation scolaire (pour les enseignants des écoles coraniques). La majorité des enfants scolarisés font état de l'amélioration de la qualité de l'éducation.



4 | WACORO & KEMENI (CAEB/ENDA)

**303 ENFANTS TENUS A L'ÉCART
DU TRAVAIL DES ENFANTS**

**6,407 ENFANTS SOUSTRITS
AU TRAVAIL DES ENFANTS**

**350 ENFANTS INTÉGRÉS
AUX ÉCOLES PASSERELLES**

**AUGMENTATION DU POURCENTAGE
D'ENFANTS SCOLARISÉS DANS LES
ZLTE DE 80,2% A 99,4%**

Principaux résultats : Le projet a établi deux ZLTE à Wacoro et Kemeni au Mali en étroite collaboration avec les secteurs du sésame et du beurre du karité. De solides structures, ont été mises en place au sein de la ZLTE. Celles-ci ont facilité la mise en œuvre du projet et contribueront à la durabilité des activités. Des actions de lobbying et de plaidoyer ont également été menées et se sont traduites par la construction de nouvelles infrastructures et le renforcement des écoles et des établissements scolaires dans les zones concernées. La formation des producteurs de sésame et de beurre de karité aux nouvelles méthodes de production s'est par ailleurs traduite par une augmentation des bénéfices et des revenus des exploitants agricoles.



5 | BOUGOUNI, MACINA
AND NIONO (SNEC)

**482 ENFANTS TENUS A L'ÉCART
DU TRAVAIL DES ENFANTS**

Principaux résultats : Le syndicat d'enseignants SNEC a appuyé les enseignants dans trois régions, couvrant également certaines des ZLTE mises en place par d'autres partenaires. SNEC a formé et amélioré les compétences de 146 enseignants dans les domaines de la communication et des stratégies vis-à-vis des parents pour que ceux-ci jouent un rôle clé dans la prévention de l'abandon scolaire, en particulier en adoptant une pédagogie axée sur l'enfant. SNEC a également mis en place 12 clubs des droits de l'enfant au sein des écoles, dont le rôle est de sensibiliser les élèves, les parents et les autres enfants aux questions liées au travail des enfants et d'identifier les enfants non scolarisés.

Nicaragua



1 | LA DALIA (ANDEN)

**46 ENFANTS TENUS A L'ÉCART
DU TRAVAIL DES ENFANTS**

**14 ENFANTS SOUSTRITS
AU TRAVAIL DES ENFANTS**

Principaux résultats : Une ZLTE a été établie à La Dalia par le syndicat d'enseignants ANDEN. Celui-ci est intervenu dans les écoles où il a formé les enseignants et amélioré l'environnement scolaire pour le rendre plus adapté aux besoins des enfants. Les enseignants ont sensibilisé les parents à leurs domiciles et se sont servis de cahiers pour résumer les discussions et maintenir l'adhésion des parents. Les écoles ont également organisé des réunions mensuelles pour les parents sur différents sujets ainsi que des stages d'été pour les enfants à haut risque et ceux qui n'avaient jamais été scolarisés. Ces activités ont permis une prise de conscience de ces questions et du fait que

l'éducation ne relève pas de la seule responsabilité des enseignants, mais de celle des parents, des enfants et de la communauté dans son ensemble. L'enseignement et la qualité se sont améliorés, la communauté est motivée et les enfants sont beaucoup plus heureux à l'école!

Turquie



1 | ISTANBUL (EGITIM SEN)

Principaux résultats : Egitem Sen a commencé par des activités de sensibilisation dans les écoles dans un quartier d'Istanbul dans le but d'établir un modèle de ZLTE destiné à être reproduit dans d'autres régions du pays. Malheureusement le climat politique a rendu impossible toute action publique se rapportant aux questions sociales au cours de la mise en œuvre du projet. Egitem Sen a par conséquent dû cesser toutes les activités en raison des restrictions et pour des raisons de sécurité.



2 | ISTANBUL (FNV)

Principaux résultats : Participation de FNV aux tables rondes sur le travail des enfants dans le secteur de la noisette. Cette participation de FNV a produit quelques résultats significatifs, en particulier la reconnaissance par les autorités locales et les entreprises de l'existence du travail des enfants dans les plantations de noisettes et de son caractère inacceptable. Dans certaines localités, des entreprises ont posé des affiches dans leurs propres plantations indiquant l'absence de tout travail d'enfant. Toutefois, la marge de manœuvre des syndicats est très limitée et leurs activités sont risquées. Dans ces circonstances, une formation programmée sur les conventions internationales et les codes de conduite en collaboration avec l'OIT a été repoussée en raison des risques de sécurité.



3 | NATIONAL (FAIR LABOR ASSOCIATION /DEVELOPMENT WORKSHOP)

Principaux résultats : Une étude a été réalisée par l'organisation Development Workshop sur la chaîne d'approvisionnement des entreprises néerlandaises du secteur de l'habillement. Voir, pour en savoir plus, la section 2.2 du rapport final.

Ouganda

3,705 ENFANTS TENUS A L'ÉCART ET SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS



1 | WEST NILE (CEFORD & UNATU)

988 ENFANTS TENUS A L'ÉCART DU TRAVAIL DES ENFANTS

1,640 ENFANTS SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS

AUGMENTATION DU POURCENTAGE D'ENFANTS SCOLARISÉS DANS LA ZLTE DE 79,8% A 97,8%

Principaux résultats : Une initiative pilote a été menée avec succès à West Nile en étroite collaboration avec le syndicat d'enseignants UNATU, CEFORD (ONG locale), un producteur de café et une norme de certification dans une zone de production de café. Un protocole d'accord, précisant les rôles et les responsabilités a été rédigé et signé. Une ZLTE a été mise en place dans quatre petits villages puis étendue à 13 villages. UNATU a également œuvré avec 11 écoles situées à l'extérieur de la ZLTE et obtenu de bons résultats auprès de la communauté en matière d'intégration scolaire des enfants travailleurs. L'entreprise productrice de café a joué un rôle essentiel dans la formation des travailleurs sur le terrain sur les questions relatives au travail des enfants,

l'élaboration de plans de lutte contre le travail des enfants et l'amélioration des stratégies et des cultures de café afin d'accroître les revenus. Une bonne collaboration a été observée entre l'ONG, l'entreprise et les travailleurs du syndicat ainsi que la communauté et les autorités locales. Le projet sera développé et étendu à d'autres zones avec le soutien de la norme de certification et de l'entreprise.



2 | KAMPALA (NASCENT)

313 ENFANTS TENUS A L'ÉCART DU TRAVAIL DES ENFANTS

764 ENFANTS SOUSTRATS AU TRAVAIL DES ENFANTS

477 ENFANTS INTÉGRÉS AUX ÉCOLES PASSERELLES

AUGMENTATION DU POURCENTAGE D'ENFANTS SCOLARISÉS DANS LA ZLTE DE 71,8% A 96,7%

Principaux résultats : La ZLTE de Kasubi a été transférée avec succès aux autorités locales et à la communauté au cours d'une cérémonie en avril 2017. Nascent a joué un rôle clé dans la création de la ZLTE à travers la mobilisation et l'association des personnes influentes de la zone. Une école passerelle, mise en place et exploitée au cours de l'exécution du projet, a ensuite été utilisée par la communauté comme lieu communautaire de rassemblement et de réunion pour les différentes structures de la ZLTE. La mise en place réussie d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) en milieu urbain présente un intérêt particulier dans la mesure où le concept a, à ce jour, surtout montré son efficacité en milieu rural. Les

AVEC ont entraîné un renforcement de la cohésion sociale et des rapports de confiance dans la zone. Un documentaire vidéo (« De Bestemming ») a été produit par Endemol (producteur néerlandais) et diffusé à la télévision néerlandaise. Nascent a par ailleurs obtenu un financement pour élargir la ZLTE à de nouvelles zones de Kampala.



3 | ENTEBBE (UNATU)

Principaux résultats : UNATU a, en étroite collaboration avec Nascent, fourni un soutien supplémentaire dans le domaine du renforcement des capacités et redynamisé les structures de deux ZLTE existantes à Entebbe qui n'étaient pas suffisamment fortes. Une troisième ZLTE bien établie à Kitubulu, à Entebbe a servi de modèle à suivre et apporté des contributions techniques.



4 | BUSIA (NASCENT)

Principaux résultats : Une étude de référence a été réalisée dans une zone d'extraction d'or à Busia (Ouganda) par SCL en étroite collaboration avec Fair Trade. L'étude a été menée par Nascent avec la participation active des autorités et des OSC locales. L'étude de référence a abouti au financement d'une initiative multipartite pour la mise en œuvre d'un projet, nommé : « Addressing child labour in ASM gold mines through an integrated socio-economic approach focusing on mine, community and supply chain level ». Le chef de file de ce projet est Fairphone en collaboration avec Philips, UNICEF, Solidaridad, Fair Trade et SCL/Hivos.



Zimbabwe

**286 ENFANTS TENUS A L'ÉCART
A L'ÉCART ET SOUSTRATS AU
TRAVAIL DES ENFANTS**



1 CHIPINGE (CACLAZ/ZNCWC/
PTUZ/ZIMTA)

**39 ENFANTS TENUS A L'ÉCART
DU TRAVAIL DES ENFANTS**

**247 ENFANTS SOUSTRATS
AU TRAVAIL DES ENFANTS**

**247 ENFANTS INTÉGRÉS
AUX ÉCOLES PASSERELLES**

Principaux résultats : Un projet a été exécuté dans une zone de production de thé à Chipinge, Zimbabwe. Une coalition de différents types d'organisations : syndicats d'enseignants (PTUZ et ZIMTA), organisation de défense des droits des enfants (ZNCWC) et organisme ressource de SCL (CACLAZ) a

étroitement travaillé avec les autorités locales, deux entreprises de production de thé et une association de cultivateurs sous-traitants. Une circonscription (ward) de Chipinge a par ailleurs mis en place des structures à l'échelle communautaire ainsi qu'un « centre d'incubation » (école passerelle). La communauté a été sensibilisée au travail des enfants. Ceux-ci ont intégré les écoles formelles et la mise en place d'une ZLTE a été amorcée. L'ouverture manifestée par l'association de cultivateurs sous-traitants vis-à-vis de l'action à mener en vue de l'élimination du travail des enfants au sein des exploitations agricoles a été remarquable. ZNCWC a réalisé un manuel sur le travail des enfants en étroite collaboration avec l'OIT et le gouvernement national et l'a utilisé au cours des différentes sessions de formation. Les syndicats d'enseignant ont donné un élan au projet à travers les activités parascolaires destinées à accroître l'attrait des écoles et leur adaptation aux besoins des enfants. Celles-ci ont suscité une formidable dynamique dans une école primaire qui servira de modèle pour les autres écoles.



2 | EPWORTH/HARARE (CACLAZ)

150 ENFANTS INTÉGRÉS AUX ÉCOLES PASSERELLES

Principaux résultats : Suite à un vaste processus de cartographie réalisé dans un bidonville situé près d'Harare, 150 enfants ont été sélectionnés pour intégrer une école passerelle en vue de leur scolarisation. Différentes activités de sensibilisation ont été menées, dont la mise en place d'un club des droits des enfants dans une école primaire. Une petite boutique a par ailleurs été aménagée, en collaboration avec le projet et l'école, dans l'enceinte de l'établissement scolaire afin de générer des revenus supplémentaires pour les parents ayant des difficultés à prendre les charge les frais d'inscription et autres frais scolaires. 150 enfants ont aujourd'hui achevé avec succès leur formation à l'école passerelle. Les autorités locales se sont engagées à intégrer ces 150 enfants dans des établissements scolaires formels à temps plein.



2.2. Principaux résultats liés à la Réalisation B : Responsabilité sociale des entreprises

Recherche et publications

Stop Child Labour a réalisé neuf études dans le cadre du programme Out of Work : sur la prévalence et la l'ampleur du travail des enfants et d'autres violations des droits du travail dans le secteur de l'or au Mali et en Ouganda; dans le secteur de l'habillement au Bangladesh et en Turquie et dans les secteurs des semences (légumes & coton), de la chaussure et de la pierre naturelle en Inde. Voir l'encadré 1 présentant l'ensemble des publications réalisées au cours du projet.

En 2017, Stop Child Labour a publié le rapport « *The Dark Sites of Granit: Modern slavery, child labour and unsafe work in Indian granite quarries – What should companies do?* ». Cette étude a révélé que les violations des droits du travail étaient généralisées dans les carrières de granite du sud de l'Inde approvisionnant les carrelages de sol et les revêtements muraux, les plans de travail de cuisine et les pierres tombales. Les abus incluent, entre autres, l'esclavage moderne, le travail des enfants (en particulier dans la transformation des débris de pierre), les bas salaires et les conditions de travail dangereuses et malsaines. Trente-trois entreprises productrices de pierre naturelle et trois banques, principalement européennes, ont été identifiées comme acheteurs des carrières ciblées par la recherche. Le rapport appelle les entreprises et gouvernements appartenant, à titre d'acheteurs, à la chaîne d'approvisionnement, à accroître la transparence au sein des chaînes d'approvisionnement, à réaliser des évaluations des risques et à lutter contre les violations des droits humains.

Le rapport intitulé « *Child labor in Cotton Supply Chains: Action-based Collaborative Project to Address Human Rights Issues in Turkey* » a été publié en juin 2017. Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une initiative pilote menée par le groupe de travail multipartite néerlandais sur le travail des enfants (confor-

mément au Plan d'action pour un secteur néerlandais de l'habillement durable), visant à déterminer la probabilité d'identifier des cas de travail d'enfant dans les chaînes d'approvisionnement du coton des entreprises du secteur de l'habillement présentes sur le marché néerlandais. Ce groupe de travail, composé d'organisations sectorielles néerlandaises, d'entreprises du secteur de l'habillement, de la coalition Stop Child Labour et de l'UNICEF Pays-Bas – a conçu un projet pilote visant à assurer la traçabilité des chaînes d'approvisionnement des vêtements et du coton de sept entreprises multinationales, comptant des fournisseurs en Turquie et des acheteurs aux Pays-Bas. Les chercheurs ont documenté et rendu compte des conditions de travail dans quatre niveaux de la chaîne d'approvisionnement. L'équipe a constaté que le travail des enfants était le plus répandu dans les zones caractérisées par une faible mécanisation à l'échelle de l'exploitation agricole, exigeant une récolte manuelle du coton. Malgré l'absence de lien entre les marques et les cas identifiés de travail des enfants dans les exploitations en question, tous les participants ont été informés des risques potentiels et sont motivés à intervenir dans ce domaine. Les conclusions de cette recherche seront prises en compte et précisées dans un nouveau projet financé par Netherlands Enterprise Agency (RVO), ciblant les chaînes d'approvisionnement de l'habillement en Inde, au Bangladesh et en Turquie.

Le rapport « *Branded Childhood - How garment brands contribute to low wages, long working hours, school dropout and child labour in Bangladesh* » a été publié en janvier 2017. Le rapport a mis en lumière les salaires extrêmement bas des travailleurs de l'industrie de l'habillement du Bangladesh, s'élevant en moyenne à seulement un tiers d'un salaire jugé décent. Les bas salaires et le temps de travail excessif ont été identifiés comme des facteurs importants dans les décisions des parents de retirer leurs enfants de l'école et de les laisser occuper divers emplois. De nombreuses marques internationales du secteur de l'habillement contribuent à cette

Encadré 1

Rapports publiés dans le cadre du programme « Out of Work » :

1. « **The Dark Sites of Granite: Modern slavery, child labour and unsafe work in Indian granite quarries – What should companies do?** », août 2017, publié par ICN, Stop Child Labour and Kerk in Actie. [23 août 2017]

2 « **Child Labor in Cotton Supply Chains : Action-based Collaborative Project to Address Human Rights Issues in Turkey** », juin 2017. Rapport rédigé par Fair Labor Association (FLA).

3 « **Branded Childhood - How garment brands contribute to low wages, long working hours, school dropout and child labour in Bangladesh** », janvier 2017. publié par SOMO et Stop Child Labour.

4 **No Golden Future: Use of child labour in gold mining in Uganda** », avril 2016. publié par SOMO et Stop Child Labour.

5 « **L'or extrait par des mains d'enfants : Utilisation de l'or extrait par des enfants par le secteur électronique** », novembre 2015. publié par SOMO et Stop Child Labour.

6 « **Soiled Seeds: Child Labour and Underpayment of Women in Vegetable Seed Production in India** », novembre 2015. publié par ICN et Stop Child Labour.

7 « **Cotton's Forgotten Children: Child Labour and Below Minimum Wages in Hybrid Cottonseed Production in India** », juillet 2015. publié par ICN et Stop Child Labour.

8 « **Rock Bottom - Modern Slavery and Child Labour in South Indian Granite Quarries** », mai 2015. publié par ICN et Stop Child Labour.

9 « **Report on the footwear sector in Agra** » publié par Fair Labor Association et Stop Child Labour. [publication programmée en septembre ou octobre 2017]

situation. Le rapport appelle ces entreprises internationales à en faire davantage et à assumer leur responsabilité vis-à-vis des formes plus dissimulées du travail des enfants mises en évidence par ce rapport.

En février 2017, un rapport de synthèse du projet de recherche sur le secteur de la chaussure à Agra a été soumis aux participants de la réunion multipartite. Ce rapport n'a pas été publié mais a servi de contribution à la réunion. Pour obtenir l'engagement des quatre entreprises, il a été convenu de ne pas mentionner les noms de leurs fournisseurs ni d'inclure les plans d'action dans la publication du rapport final du projet. La publication du rapport final programmée à l'automne 2017, doit s'accompagner d'informations concrètes sur un projet de suivi, dont un projet de ZLTE.

Dialogue avec les entreprises

Une version non définitive du rapport « *Dark Sites of Granite, Modern slavery, child labour and unsafe work in Indian granite quarries – What should companies do?* » a été soumise à 33 exploitants de pierre naturelle, trois banques, 14 associations professionnelles du secteur de la pierre naturelle et six initiatives relatives aux entreprises et aux droits de l'homme dans le secteur de la pierre naturelle qui ont été priés de l'examiner. Seules cinq entreprises, une banque et quatre initiatives relatives aux entreprises et aux droits de l'homme ont répondu à la requête.



Dans leur réaction, la société belge Beltrami et les entreprises néerlandaises Michel Oprey&Beisterveld (MOB), Kerasom Groothandel in Tegels, Jetstone ont mentionné que beaucoup devait être fait pour obtenir un « granite durable » au sud de l'Inde. MOB, Kerasom et Beltrami ont promis de réaliser une cartographie de leur chaîne d'approvisionnement et de prendre des mesures afin d'améliorer la situation. A l'exception de Jetstone, les échanges avec les entreprises ont pris la forme de communication téléphonique et/ou d'entretiens en face à face sur les résultats de la recherche et la lutte contre les abus. Par ailleurs, Royal Bank of Scotland a promis de lancer des enquêtes. L'initiative en matière de RSE Fair Stone a déclaré qu'elle adopterait les conclusions de la recherche dans sa norme et son approche.

Un dialogue soutenu a eu lieu avec quatre marques de chaussure portant sur les travaux de recherche (2014- 2015) menés sur le travail des enfants dans le secteur de la chaussure à Agra. Celui ci a débouché sur leur coopération dans le cadre d'une étude continue ciblant leurs fournisseurs directs.

En 2016, des visites ont été organisées auprès de ces fournisseurs afin de mieux comprendre leur production, la sous-traitance et les risques de travail des enfants. Une cartographie des ménages a par ailleurs été réalisée pour mieux informer les entreprises de la situation au niveau communautaire. S'appuyant sur ces deux exercices de cartographie, et des études précédentes menées en 2014-2015, une consultation a eu lieu à Agra (fév. 2017), débouchant sur l'engagement des entreprises à participer aux projets de ZLTE et aux exercices de cartographie de la chaîne de valeur à Agra.

L'étude menée en Turquie sur les chaînes d'approvisionnement de l'habillement a, quant à elle, jeté les bases de discussions et de dialogue ultérieurs avec les marques de vêtements. Le projet sera suivi par un projet collectif financé par RVO qui sera mis en œuvre avec au moins cinq entreprises internationales du secteur de l'habillement en Turquie, au Bangladesh et en Inde.

Le rapport « *Branded Childhood - How garment brands contribute to low wages, long*

working hours, school dropout and child labour in Bangladesh », a été activement diffusé auprès des marques de vêtement qui ont signé le pacte sur l'habillement et le textile durables.

Projets internationaux

Beltrami/Stoneasy et London Stone continuent de soutenir le programme de ZLTE à Budhpura, exécuté par Manjari. Une visite conjointe d'ICN et de London Stone a été organisée à Budhpura en avril 2017. Des réunions ont, au cours de cette visite, été organisées avec des groupes communautaires ainsi que le président de l'association des négociants de pavés, avec lequel les modalités de soutien aux interventions de Manjari, visant à tenir les enfants à l'écart de la production de pavés et à les garder à l'école, ont été abordées. Des contacts continus avec TFT, dont font partie Beltrami/Stoneasy et London Stone, ont donné lieu à la promesse de participation active à Budhpura. Beltrami/Stoneasy et London Stone sont en contact avec TFT pour y donner suite.

Le dialogue et la consultation auprès des entreprises et des initiatives en matière de RSE au cours du programme Out of Work ont abouti à l'élaboration de différents projets multipartites. Une proposition conjointe a ainsi été élaborée en ce qui concerne le secteur de la pierre naturelle avec Arte, un fabricant néerlandais de plans de travail de cuisine en granit, membre du Responsible Stone Program de TFT. Cette proposition, dont l'objectif est d'éliminer le travail des enfants dans une zone comprenant des carrières de granit du sud de l'Inde où s'approvisionne son fournisseur, a été soumise à RVO Child Labour fund et approuvée en juin 2017. Des projets conjoints ont également été élaborés dans les secteurs de l'or (Ouganda) et de l'habillement (Turquie, Inde, Bangladesh) par SCL et plusieurs entreprises et initiatives en matière de RSE. Ces deux projets ont également obtenu un financement de RVO Child Labour fund.

Pactes

Stop Child Labour a participé aux processus d'élaboration de pactes en matière de RSE à l'échelle internationale relatifs aux secteurs de l'habillement, de l'or, de la pierre naturelle et de l'alimentation.

Stop Child Labour a activement participé aux négociations (en 2015 et au premier semestre 2016) de l'Accord concernant l'habillement et le textile (Convenant Duurzame Kleding en Textiel) aujourd'hui dans sa première année d'exécution (juillet 2016 – juillet 2017). Au cours des douze derniers mois, celui-ci a joué un rôle actif dans l'élaboration d'une proposition de financement des activités et des tâches essentielles menées par les cinq ONG participantes pour la mise en œuvre du pacte qui a été approuvée par BZ.

Stop Child Labour a, depuis le début de l'exécution du Pacte, également co-présidé le groupe de travail sur le travail des enfants et joué un rôle très actif dans l'élaboration d'un projet collectif qui doit être financé par RVO. Le groupe de travail sur le travail des enfants est également le premier groupe de travail à initier un projet collectif (un des objectifs du pacte).

Stop Child Labour a activement participé au processus, facilité par SER (précédemment par Rock Group), d'élaboration d'un pacte pour le secteur de l'or, réunissant les entreprises, diverses parties prenantes et le gouvernement. Le pacte sur l'or a été signé par toutes les parties le 19 juin 2017. Stop Child Labour participera au groupe de travail sur les « Positive Impact Projects » (Projets à impact positif) ainsi qu'aux réunions plénières avec l'ensemble des partenaires signataires du pacte sur l'or, et à travers son rôle dans le projet collectif qui sera exécuté à Busia (voir dans la section 'Carte nationale Ouganda').

Stop Child Labour, ICN et FNV sont par ailleurs à la table des négociations en vue de la signature d'un Pacte pour le secteur de la



© Devi Boerema

pierre naturelle. Les négociations commencées en novembre 2016 ont abordé la plupart des principaux sujets dont la diligence raisonnable, la gouvernance du pacte, le mécanisme de plainte... Une première version du Pacte devrait être disponible début septembre 2017. Une réunion se tiendra en août avec l'initiative « Eerlijke Natuursteen » en Belgique afin d'étudier les possibilités de collaboration entre le pacte en matière de RSE à l'échelle internationale et Eerlijke Natuursteen. Cette collaboration est pertinente en termes d'influence du fait de la faible taille du secteur de la pierre naturelle aux Pays-Bas.

Stop Child Labour a activement participé aux négociations en vue de la signature d'un pacte en matière de RSE à l'échelle internationale pour le secteur alimentaire, même aux réunions du 'petit comité' représentant les autres ONG. Compte tenu des ressources à sa disposition, Stop Child Labour a cessé sa participation directe aux négociations depuis mai 2017. SCL y sera toutefois indirectement associé, à travers la participation de Hivos aux négociations.

2.3. Principaux résultats relatifs à la Réalisation C: Impliquer les décideurs, les consommateurs et les entreprises

Lobbying et plaidoyer

Engager les membres du Parlement, les ministres du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement et des Affaires Étrangères dans la promotion des Zones libres de tout travail d'enfant

Les actions continues de lobbying et de plaidoyer de SCL auprès des membres du Parlement et du ministre des Affaires étrangères, sous la forme de lettres, de réunions, de dialogue direct et de questions parlementaires, ont conduit à une série de débats au Parlement au cours desquels l'approche géographique (ZLTE) a été mentionnée favorablement par les députés et le ministre. Ces actions ont également donné lieu à plusieurs publications du ministère (par exemple le Rapport annuel sur les droits de l'homme) mentionnant les ZLTE de manière positive. La question du travail des enfants demeure par ailleurs au premier plan de l'ordre du jour politique néerlandais et a figuré parmi les priorités du pays au cours de sa présidence de l'UE au premier semestre 2016.

SCL a également, à travers ses activités de lobbying et de plaidoyer, appuyé et contribué à une discussion sur la constitution d'un fonds de 10 millions d'euros consacré à l'élimination du travail des enfants, auprès duquel SCL a obtenu une subvention de 2 millions d'euros pour ses travaux de juillet 2017 à juillet 2019.

Présentation du livret pour les Zones libres de tout travail d'enfant à la ministre Ploumen

En juin 2015 Stop Child labour a présenté le livret « 5 x 5 Éléments essentiels pour la création de Zones libres de tout travail d'enfant » à la ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement Ploumen. Ce livret est un guide accessible présentant les expériences des partenaires de SCL en Inde et en Afrique œuvrant à la

création de Zones libres de tout travail d'enfant. La Ministre Ploumen a réagi de manière très positive au livret et a promis de diffuser à son réseau international, notamment aux ambassades néerlandaises.

Contribution de SCL aux questions et aux motions parlementaires, y compris au sein du Parlement européen

SCL a également contribué à un large ensemble de questions parlementaires portant sur les différents secteurs économiques ciblés par la coalition dans le cadre de sa lutte contre le travail des enfants. Cette contribution s'est fréquemment appuyée sur les rapports publiés par SCL sur les secteurs de l'habillement/du textile, de l'or, de la pierre naturelle, de la chaussure, des semences et d'autres secteurs. Les réponses aux questions ont souvent donné lieu à un dialogue et une pression sur les entreprises concernées ainsi qu'à la promesse de la ministre Ploumen d'aborder la question auprès des autorités respectives des pays concernés. Par ailleurs, plusieurs motions (approuvées) sur le travail des enfants et les questions connexes liées aux salaires décents et au travail forcé se sont inspirées des publications de SCL. La coalition a également contribué à plusieurs débats au Parlement sur les pactes relatifs à l'habillement/textile et à d'autres secteurs vis-à-vis de la question du travail des enfants, considérée comme question transversale. Les membres du Parlement européen ont également soulevé des questions sur la base des publications de SCL (par exemple sur l'or et l'habillement).

Loi relative à la diligence raisonnable à l'égard du travail des enfants

SCL a, à plusieurs phases de son élaboration, travaillé directement avec l'auteur de la proposition qui a abouti à l'adoption de la loi relative à la diligence raisonnable à l'égard du travail des enfants par la deuxième chambre (Tweede Kamer) du Parlement néerlandais en février 2017. Des suggestions concrètes ont ainsi été présentées. SCL a également publiquement soutenu l'idée



d'une telle loi, et présenté des recommandations sur son contenu, par exemple, conseils relatifs à la compatibilité avec les conventions de l'OIT, obligation légale de tenir un registre public des déclarations des entreprises et inclusion de l'outil d'orientation du BIT et de l'OIE sur le travail des enfants à l'intention des entreprises. SCL a, au cours du débat parlementaire et du vote sur le projet de loi, apporté des conseils relatifs au débat et aux amendements à plusieurs membres du Parlement. En raison du fort intérêt manifesté par d'autres pays vis-à-vis de cette loi, SCL a rédigé et largement diffusé des mises à jour sur la loi en anglais.

Résolution de l'UE et réunions avec le Service européen pour l'Action extérieure (SEAE) sur le thème du travail des enfants

SCL a contribué, conjointement avec le ministère des Affaires étrangères à une Déclaration du Conseil de l'Union européenne sur le travail des enfants. Plusieurs éléments de notre contribution conjointe ont été acceptés, notamment l'importance des approches géographique et sectorielle et de l'intégration de la diligence raisonnable à l'égard du travail des enfants dans les politiques de passation de marchés.

L'importance de l'éducation de qualité dans la lutte contre le travail des enfants a également été soulignée. SCL a également participé à quelques réunions avec le SEAE sur le thème du travail des enfants et du travail forcé.

Participation active de SCL aux travaux de la plateforme de l'OIT sur le travail des enfants

SCL a participé, depuis sa création et au cours du programme Out of Work, à l'action de la Plateforme sur le travail des enfants, établie par l'OIT et le Pacte mondial afin d'œuvrer avec les entreprises luttant contre le travail des enfants au sein de leur chaîne d'approvisionnement. Travaillant aux côtés d'entreprises multinationales de plusieurs secteurs et de représentants des membres tripartites de l'OIT SCL est l'unique (coalition d') ONG participant à la plateforme. SCL a activement contribué aux débats sur la diligence à l'égard du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et a présenté son action au cours de l'une des réunions. SCL a également apporté une importante contribution à l'outil d'orientation du BIT et de l'OIE, sur le travail des enfants à l'intention des entreprises. SCL a également profité de

sa présence aux réunions de la plateforme sur le travail des enfants pour rencontrer les représentants du programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) afin de débattre des politiques et des programmes de l'OIT et de SCL.

Communication

Stop Child Labour vise à associer le plus grand nombre possible d'acteurs pertinents à la lutte contre le travail des enfants. Les activités de communication de Stop Child Labour ont inclus :

- l'élaboration de nouveaux supports de communication;
- la diffusion de messages à travers les canaux de communication de SCL (et des partenaires de la coalition);
- le recours/diffusion de messages auprès des médias externes afin d'accroître l'exposition médiatique;
- la réalisation de campagnes

Supports de communication

Stop Child Labour developed:

- la brochure « Nous voulons apprendre, nous voulons jouer » (pdf)
- la brochure « Engaging with Companies and CSR Initiatives » (pdf)
- le Guide « Collaborating with private sector in India » (pdf)
- le Guide « Collaborer avec le secteur privé en Afrique » (pdf anglais et français)

Sites Web

Nos sites Web (en néerlandais et en anglais) ont été améliorés et régulièrement mis à jour :

- www.stopkinderarbeid.nl :
1 334 visiteurs uniques par mois
- www.stopchildlabour.org :
9 000 visiteurs uniques par mois

Bulletins d'information

Les bulletins d'information de SCL (en néerlandais et en anglais) ont été diffusés entre cinq et huit fois par an :

- Bulletin d'information en néerlandais :
5 346 abonnés
- Bulletin d'information en anglais :
3 322 abonnés

Médias sociaux

Mises à jour régulières sur les médias sociaux de SCL, en particulier sur la page Facebook en néerlandais :

- Nombre de « likes » sur la page Facebook en néerlandais : 6 334
- Nombre de « likes » sur la page Facebook en anglais : 504
- Nombre d'abonnés sur Twitter : 398
- Instagram : 560

Les mises à jour ont été diffusées sur les plateformes de médias sociaux des membres de notre coalition :

- Hivos : 12 766 FB likes, 12 000 abonnés sur Twitter
- Stichting Kinderpostzegels Nederland : 10 727 FB likes, 2 274 abonnés sur Twitter
- Mondiaal FNV : 600 FB likes, 1 644 abonnés sur Twitter
- Kerk in Actie : 2 567 FB likes, 3 410 abonnés sur Twitter

Blogs

Deux blogs sont consacrés à l'action de SCL dans le domaine de la pierre naturelle : l'un écrit par une entreprise du secteur et l'autre par ICN/ SCL sur les marchés publics (Learning Lab on Public Procurement). Les blogs peuvent être consultés à l'adresse suivante :

- Blog/site Web des entreprises du secteur de la pierre naturelle Beltrami, Stoneasy et London Stone : www.nochildleftbehind.co.uk
- Blog de ICN/SCL portant sur les marchés publics liés à la pierre naturelle : www.hrprocurementlab.org/blog/public-procurement-and-human-rights-in-the-netherlands-the-case-of-natural-stone/

Campagne sur l'or

Stop Child Labour a lancé, en novembre 2015, sa campagne sur l'or en publiant le rapport « *L'or extrait par des mains d'enfants* », issu d'une étude menée par SOMO, Centre for Research et commandée par Stop Child Labour. Plus d'un million d'enfants travaillent dans des mines d'or à travers le monde. Une partie de cet or se retrouve dans nos télé-

phones portables. Chaque année, le secteur électronique utilise 279 000 kg kilogrammes d'or, d'une valeur supérieure à 10 milliards d'euros. Stop Child Labour a exhorté les entreprises à dépasser le cercle de leurs premiers fournisseurs et à commencer à éliminer le travail des enfants au sein de l'ensemble de leur chaîne de production, tout en donnant aux citoyens la possibilité de signer une pétition afin d'appeler les entreprises à prendre les mesures appropriées.

La forte attention médiatique suscitée par la campagne a permis à notre message d'atteindre des millions de personnes. Dans le cadre de la campagne, le photographe Instagram Eelco Roos s'est rendu dans les mines d'or en Ouganda, en avril 2016. Au cours de sa visite, il a photographié des enfants travaillant dans ces mines. Ces photos nous ont aidé à publier notre rapport sur le travail des enfants dans l'extraction de l'or en Ouganda (No Golden Future) dans plusieurs médias en mai 2016.

En mai 2016, l'artiste/photographe Jimmy Nelson a visité la zone du projet à West Nile (Ouganda). Les photos de Jimmy indiquent la solution : des enfants se rendant à l'école, jouant et profitant de leur enfance. Ce travail a fait l'objet, en octobre 2016, d'une exposition (présentant également des photos prises par Eelco Roos), intitulée « You can only be a child #ONCE » (On ne peut vivre son enfance qu'une fois). Cette exposition, associée aux activités de communication/ de relations publiques/publicitaires, a une nouvelle fois suscité l'attention des médias (notamment de Jeugdjournaal, RTL Live, FunX radio, Viva et de nombreux sites Web).

Au cours de la campagne, 11 685 personnes ont ainsi signé notre pétition contre le travail des enfants dans les mines d'or. Les résultats de la pétition ont été communiqués à toutes les entreprises concernées qui ont été priées d'indiquer leurs prochaines mesures.

En mars 2017 une exposition de #ONCE a été organisée à Kampala (Ouganda). Deux jours avant le début de l'exposition, plusieurs photos ont été remises à la communauté à West Nile (Ouganda). Le film réalisé au cours de la prise des photos en 2016 a été projeté dans une école de West Nile. L'exposition, inaugurée en présence de 130 invités, s'est tenue à Kampala pour une durée d'un mois et a été vue par 800 personnes.

L'exposition a été couverte et diffusée par Urban TV le 23 mars avant d'être à nouveau diffusée le 30 mars dans le cadre du programme Urban Fashionista, spécialisé dans les manifestations artistiques et musicales. Afin de promouvoir l'exposition, des messages publicitaires ont, pendant un mois, ciblé les médias sociaux et les pages suivantes : Afriart Gallery, Design hub Kampala, Art Uganda et ont été largement diffusés au sein des cercles artistiques à Kampala. Des affiches ont également été utilisées à Uganda Museum, au bureau national du tourisme, dans les lieux artistiques de Kampala et par les organisations partenaires de Hivos à Kampala.



3. RÉSUMÉ DE LA RÉUNION DE FIN DE PROGRAMME

Objectifs de la réunion de fin de programme

Les partenaires de la coalition Stop Child Labour et les partenaires du Sud se sont réunis en avril 2017 en Ouganda dans le cadre d'une réunion de fin de programme afin de réfléchir aux leçons tirées de la mise en œuvre des projets et de mener une discussion approfondie sur la collaboration avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE en vue de la création de ZLTE et sur la planification d'actions futures.

Les objectifs de la réunion de fin de programme étaient les suivants :

- apprendre des expériences directes sur le terrain au cours d'une visite des sites du projet de mise en place de ZLTE d'Erussi ou Kasubi;
- apprendre des expériences dans d'autres pays et contextes: mettre en lumière les principales stratégies et les meilleures pratiques en vue de la création de ZLTE avec, si cela est possible et pertinent, la participation active des entreprises et des initiatives en matière de RSE;
- engager un examen critique des conclusions du projet d'évaluation du projet Out of Work and into School, pour émettre des observations et des suggestions afin d'obtenir une version définitive révélant les principaux enseignements et réalisations;
- présenter, débattre et renforcer les stratégies de chaque pays :
 - Comment être une inspiration pour d'autres acteurs (dont les entreprises) et susciter leur intérêt vis-à-vis de l'approche des ZLTE,

- Comment créer de nouveaux partenariats et coalitions,
- Comment mobiliser un soutien et des ressources accrues en faveur de la création de ZLTE ,
- Comment soutenir les ZLTE existantes et comment les élargir à d'autres zones ;
- Comment exploiter le document de référence relatif à la collaboration avec les entreprises,
- Célébrer les réalisations et renforcer la visibilité de SCL

Partage des expériences et identification des meilleures pratiques

Des visites sur le terrain ont été organisées dans deux projets différents, l'un adoptant une approche multipartite dans le secteur du café et l'autre exécuté en milieu urbain. Les visites sur le terrain ont été jugées très intéressantes par les participants et ont jeté les bases de discussions ultérieures sur les principaux défis à venir.

Des débats ont eu lieu dans chaque pays sur le thème des enseignements et des défis en mettant l'accent sur la durabilité et la voie à suivre. L'apprentissage croisé a eu lieu entre pays. Les défis ont quant à eux été débattus en vue d'identifier des solutions.

Deux brillantes présentations sur la collaboration avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE ont aidé les partenaires et parties prenantes invités à mieux comprendre les dynamiques.



Leçons tirées et défis à venir

Principales réalisations :

- De nombreux enfants des ZLTE sont soustraits au travail et reprennent le chemin de l'école;
- Les écoles sont aujourd'hui plus attrayantes et davantage adaptées aux besoins des enfants;
- Les mentalités ont changé et adhèrent à la norme condamnant tout cas de travail des enfants et reconnaissant la nécessité de scolariser chaque enfant;
- La mobilisation communautaire se traduit par la participation de différentes parties prenantes dont le secteur privé et les autorités.

Principaux défis :

- L'augmentation du nombre d'enfants scolarisés causée par les initiatives du projet met les établissements à rude épreuve, notamment pour des raisons d'espace – les salles de classe ne peuvent accueillir l'ensemble des enfants;
- La réponse de l'administration à la pression exercée sur les infrastructures scolaires et au besoin de recrutement a été très lente;

- L'apprentissage accéléré est nouveau; des actions de sensibilisation sont nécessaires afin d'aider les enfants plus âgés en situation d'abandon scolaire à réintégrer le système scolaire dans les classes de leur âge lorsqu'ils sont soustraits au travail;
- Les faibles taux de passage du cycle primaire au cycle secondaire doivent être corrigés.

Principales leçons tirées :

Leçons relatives à la mise en œuvre des Zones libres de tout travail d'enfant :

- La collaboration entre toutes les parties prenantes est très importante et devrait être renforcée ;
- La participation de la société civile à l'élimination du travail des enfants et des pratiques néfastes connexes est nécessaire ;
- Chaque pays devrait disposer d'une plateforme nationale SCL dont la priorité devrait être d'adopter une tolérance zéro vis-à-vis du travail des enfants sur la base des principes non-négociables de MVF. La plateforme nationale devrait faire pression auprès des ministères et des départements concernés pour que ceux-ci inscrivent l'élimination du travail des enfants dans leurs activités, stratégies et budgets;

- Les réunions régulières de la coalition à l'échelle nationale devraient faire partie de la mise en œuvre du projet afin de partager les expériences et de réaliser les ajustements nécessaires;
- Un recueil minutieux des données est nécessaire;
- le renforcement des capacités des nouvelles/eaux ONG, syndicats et structures communautaires s'inscrit dans la mise en œuvre des approches communautaires afin de lutter contre le travail des enfants;
- Les questions, telles que l'estime de soi, les compétences en matière de communication et de négociation devraient faire partie du renforcement des capacités des enfants, des enseignants et des parents/personnes ayant des enfants à leur charge;
- Le changement des mentalités revêt une grande importance. Il est nécessaire de continuer à être présent et à intervenir à l'issue du transfert de la ZLTE aux collectivités locales et à la communauté.

Leçons relatives à l'amélioration de la qualité de l'éducation :

- Œuvrer dès le début avec les autorités centrales et locales et les mobiliser activement sur la question de la capacité des établissements scolaires, de l'infrastructure et de la qualité de l'éducation;
- Aborder dès le début les questions liées au genre pour que les filles aient les mêmes opportunités d'être et de rester scolarisées et de surmonter les obstacles qu'elles rencontrent;
- L'action devrait mettre l'accent sur le lobbying et le plaidoyer en faveur de la mise en œuvre et de l'application du cadre juridique dans le but de garantir la réintégration scolaire de tous les enfants;
- Les écoles, les clubs, les associations de parents et d'enseignants et les comités de gestion scolaire devraient être associés pour qu'elles intègrent la création des ZLTE dans leurs plans et budgets ;
- Les filles devraient faire l'objet d'une attention particulière, à travers l'examen de problématiques, telles que le mariage des enfants, les grossesses des adolescentes et les obstacles connexes dans la création des ZLTE.

Leçons pour Stop Child Labour en tant que mouvement international :

- Il convient de mener un plaidoyer à l'échelle nationale, locale et régionale afin d'élever les normes relatives à l'élimination du travail des enfants. Nous devons poursuivre les actions formelles et informelles de plaidoyer et de lobbying visant d'autres pays afin d'élargir la coalition SCL. En tant que plateforme mondiale, la SCL doit intégrer d'autres collègues d'autres pays que ceux où nous avons travaillé initialement, c'est-à-dire le Ghana, l'Éthiopie, le Kenya, le Maroc, l'Albanie notamment.
- Il convient de renforcer la coalition SCL afin de poursuivre son expansion dans le monde, non seulement comme projet, mais également comme mouvement;
- Créer un bulletin d'information ou tout autre instrument de diffusion continue d'informations ;
- Il est nécessaire de réaliser une publication internationale afin de documenter les expériences et les pratiques des différents partenaires de SCL associés à la création des ZLTE, notamment pour consolider ce qui a été fait avec toutes les parties prenantes.



Leçons relatives à la collaboration de SCL avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE :

- La connaissance du point de vue de l'entreprise et des dynamiques du secteur concerné permet d'identifier les dynamiques pour lutter contre les abus ;
- Il est très important de continuer de travailler avec les communautés et la chaîne d'approvisionnement dans le secteur privé ;
- Il convient d'instaurer la confiance avec les entreprises et de faire preuve de transparence à propos des interventions du projet et de la participation des entreprises ;
- Mettre en relation les entreprises importatrices / internationales avec les ONG locales / syndicats afin de susciter une pression au sein de la chaîne d'approvisionnement ;
- Trouver un bon équilibre entre la pression sur la chaîne d'approvisionnement et l'éclairage sur la lutte contre le travail des enfants / les violations des droits humains ;
- Le recueil des données et le suivi minutieux permet de mettre en évidence les progrès réalisés dans un cas particulier de la lutte contre le travail des enfants ;
- La collaboration avec les entreprises s'inscrit dans un processus continu à long terme.

4. RÉSUMÉ ET RÉACTION DE LA DIRECTION DE SCL À L'ÉVALUATION EXTERNE

Introduction

En octobre 2016, la coalition Stop Child Labour a commandé une évaluation externe de son programme 'Out of Work, Into School' mis en œuvre de mai 2014 à avril 2017 avec le financement du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Le programme visait à mettre en place, à travers une approche géographique, des zones libres de tout travail d'enfant en Asie, en Afrique et en Amérique latine et à mobiliser les initiatives en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les entreprises afin de lutter activement contre le travail des enfants dans l'ensemble de leurs chaînes de production et d'approvisionnement dans le but de contribuer à la création de zones et de chaînes d'approvisionnement libres de tout travail d'enfant. Pour soutenir ce processus et réaliser des effets multiplicateurs, le programme comportait également un volet « Nord », comprenant des activités de plaidoyer, de lobbying et de sensibilisation de l'opinion visant à mobiliser les décideurs, les entreprises et les consommateurs pour que ceux-ci se joignent à la solution du problème du travail des enfants.

L'évaluation avait pour objectif d'engager une réflexion sur les résultats, la mise en œuvre et la conception du programme Out of Work et de fournir des recommandations aux parties prenantes en vue d'assurer la durabilité des résultats du programme. L'équipe chargée de l'évaluation a également été chargée d'identifier les recommandations en termes d'élargissement et/ou d'ajustement ou d'innovation de l'ap-

proche de Stop Child Labour le cas échéant. Quatre études de cas ont été sélectionnées (3 en Inde, 1 en Ouganda) et une étude approfondie des projets au Mali a été réalisée sur le terrain dans le cadre de l'évaluation afin de tenir compte de la diversité des activités et des projets. Le volet lobbying et plaidoyer du programme aux Pays-Bas a par ailleurs été évalué tout comme les attentes, les besoins et la relation avec les partenaires de SCL participant à ce programme.

Stop Child Labour juge positivement la qualité générale du rapport d'évaluation. L'évaluation présente nombre de recommandations précieuses. Celles-ci sont utiles et pertinentes à la fois pour les membres de la coalition ainsi que pour les partenaires locaux de SCL. SCL juge utiles, en particulier, les recommandations relatives à ses programme et activités du point de vue des entreprises, d'autant plus que SCL œuvrera de façon plus intensive avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE. Il s'avère que nombre de ces enseignements ont déjà été pris en compte et/ou seront intégrés au prochain programme. Nous convenons que certaines activités pourraient être renforcées, plus structurées et davantage ciblées à l'avenir. L'évaluation nous donne des idées très concrètes sur la façon de procéder à cet égard.

Principales conclusions

L'évaluation conclut que globalement la coalition Stop Child Labour a, avec beaucoup de succès, réellement mis en place des zones libres de tout travail d'enfant à tra-



vers le monde, réduisant ainsi de manière significative le travail des enfants et accroissant la fréquentation scolaire des enfants dans ces zones. L'évaluation confirme par ailleurs que les interventions ont non seulement eu des répercussions sur le travail des enfants et l'éducation mais ont également eu une influence dans un sens plus large vis-à-vis des causes profondes du travail des enfants. D'autres effets identifiés par l'équipe chargée de l'évaluation ont trait à une meilleure cohésion sociale, une amélioration en termes de santé et de sécurité, une augmentation des salaires des adultes une meilleure santé et à l'établissement d'une norme sociale au sein de la communauté, condamnant tout cas de travail des enfants et reconnaissant le besoin de scolariser chaque enfant. L'évaluation a également souligné la flexibilité et l'efficacité de l'approche de SCL en matière de lutte contre le travail des enfants dans les zones caractérisées par une forte migration ainsi qu'en milieu urbain. L'équipe chargée de l'évaluation a par ailleurs constaté de nombreux exemples de réplication et d'effets indirects des réussites actuelles des zones libres de tout travail d'enfant.

Quant à la collaboration avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises, l'évaluation conclut que les sociétés participant aux zones libres de tout travail d'enfant doivent être considérées comme des entreprises novatrices dans la mesure où elles acceptent le fait qu'il n'existe aucune réponse tout prête pour éliminer le travail des enfants. Celles-ci sont au contraire disposées à investir dans le développement d'une solution à long terme, pour non seulement extraire les enfants de leurs chaînes d'approvisionnement mais également pour remédier à leur situation en les scolarisant. L'évaluation confirme que SCL a aidé des initiatives en matière de RSE et des entreprises aux Pays-Bas, en Europe et à l'échelle internationale à adopter leurs politiques et à améliorer leurs pratiques en faveur de l'élimination du travail des enfants et de la création des zones libres de tout travail d'enfant. L'évaluation a identifié de bonnes perspectives de nouveaux changements positifs au cours des prochaines années.

Les effets des activités de lobbying et de plaidoyer dans les pays du Sud sont surtout visibles au niveau local, à travers le dialogue

avec les autorités publiques et d'autres parties prenantes, où la collaboration et les activités de lobbying renforcent l'appropriation locale, la durabilité et les possibilités d'élargissement des activités liées aux zones libres de tout travail d'enfant. Aux Pays-Bas et à l'échelle européenne la coalition SCL a été efficace en termes de lobbying et de plaidoyer. De nombreuses parties prenantes reconnaissent à cet égard la valeur ajoutée des partenaires de SCL en tant qu'experts en lobbying et en plaidoyer dans le domaine du travail des enfants. L'évaluation identifie des possibilités d'amélioration vis-à-vis de la communication externe sur l'ancrage et la relation du travail des enfants au sein de l'approche communautaire et au sein d'une approche axée sur la chaîne d'approvisionnement.

Pour finir, l'évaluation considère la force des partenaires locaux de SCL comme un facteur important de réussite des zones effectives libres de tout travail d'enfant. L'évaluation a, sans exception, jugé les organisations partenaires locales (ONG ou syndicat) très performantes, motivées et efficaces dans leurs interventions au niveau communautaire, y compris dans la collaboration et les actions de lobbying et de plaidoyer auprès des acteurs publics à l'échelle locale. Plusieurs domaines, pouvant être améliorés, ont été identifiés par les partenaires de SCL eux-mêmes : a) la collaboration avec les entreprises, en particulier afin de présenter l'intérêt économique de la lutte contre le travail des enfants; b) la collaboration avec les agences publiques nationales; c) les compétences en vue de soutenir les enseignants.

Recommandations et suivi par SCL

L'évaluation a produit un ensemble élaboré de recommandations regroupées en quatre rubriques principales : approfondissement, amplification, synergie et renforcement des capacités. Une sélection des principales recommandations est présentée ci-dessous ainsi qu'une explication de la façon dont celles-ci seront traitées par SCL.

Approfondissement

1) Bien que l'équipe chargée de l'évaluation ait constaté un nombre considérable d'éléments indiquant l'existence d'exemples réussis de zones libres de tout travail d'enfant et leurs impacts à de nombreux niveaux, elle souligne le besoin d'améliorer le recueil systématique de données. Elle souligne l'importance de disposer d'un ensemble d'indicateurs clés de performance restituant les principaux effets et montrant le rapport coût-efficacité de l'approche des ZLTE. Il est par ailleurs, possible d'améliorer le recueil, l'analyse et la communication systématiques des données portant sur ces indicateurs sur la base des études de référence, le suivi et les évaluations de fin de projet. SCL étudiera les possibilités d'associer données nouvelles et existantes de suivi et rapport coût-efficacité et recourra davantage aux données quantitatives et aux valeurs en pourcentage.

2) L'évaluation appelle à une distinction plus précise entre les différentes phases de réalisation d'une ZLTE démarrage, développement, finalisation maintenance et retombées présentant différents niveaux d'intensité. Ces quatre phases ont une durée cumulée de 8 à 12 ans. L'évaluation suggère que cette distinction contribuera à déterminer de manière plus concrète les résultats à attendre des différentes phases, la durée escomptée et les ressources financières et humaines nécessaires. Cette information est particulièrement pertinente à l'égard de la collaboration avec les partenaires du secteur privé. Bien que les activités mises en œuvre par SCL s'appuient toujours sur une étude de référence/contextuelle approfondie identifiant les activités nécessaires à l'établissement d'une zone libre de tout travail d'enfant, l'intensité et que l'ampleur de ces activités dépend de la trajectoire du changement attendue, la coalition ne distingue pas aujourd'hui ces différentes phases de manière systématique. SCL visera, à l'avenir, à organiser les résultats et les projets planifiés en tenant davantage compte des différentes phases identifiées par l'évaluation.



Amplification

3) L'évaluation montre des résultats très positifs en ce qui concerne les zones libres de tout travail d'enfant. Toutefois, elle souligne l'importance d'amplifier l'approche une fois les zones libres de tout travail d'enfant mises en place. Il est nécessaire d'élaborer une stratégie en matière d'amplification dans le but de réaliser un impact plus important et d'atteindre l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et des zones sensibles pour les entreprises. L'amplification de l'approche peut commencer par l'identification et le renforcement des processus en cours de réplication et de reproduction et par la mise en place de partenariats stratégiques avec les entreprises de premier plan, afin de susciter les changements dans les secteurs ciblés. SCL a commencé à élaborer des stratégies et des approches d'amplification dans différentes zones et continuera à le faire et – accroîtra leur intensité dans le cadre des futurs programmes, tout en examinant et en identifiant des modèles économiques d'entreprise favorables à cet égard.

4) L'évaluation recommande, en ce qui concerne la communication aux entre-

prises, de mettre au point des supports de communication et de promotion sur la mise en place d'une ZLTE formulés sous la forme de 'proposition d'investissement', pour envisager l'appui et l'adoption de l'approche des ZLTE. Ceci exigera d'associer, comme indiqué ci-dessus, résultats et coûts. Un pas a déjà été fait pour présenter l'approche de SCL de cette manière dans le cadre de l'actuel programme auprès des entreprises. Une approche plus systématique à cet égard sera examinée.

Synergy

5) L'évaluation souligne qu'il est possible de réaliser des améliorations en ce qui concerne la synergie entre activités à l'échelle du projet (locale) et au niveau du programme. La désignation d'un coordinateur sectoriel peut par ailleurs assurer un échange effectif d'informations associant les mesures de mise en place des ZLTE au niveau communautaire, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les demandes du marché, ainsi que l'action politique à l'échelle nationale et internationale concernant la chaîne d'approvisionnement. Dans le prochain programme, SCL établira des liens plus étroits entre les acti-

vités relatives à un secteur particulier dans les pays du nord et du sud, par le biais des coordinateurs sectoriels.

Renforcement des capacités

6) Les partenaires locaux de SCL ont identifié le besoin de renforcer leurs compétences dans plusieurs domaines : développement de relations et collaboration avec les entreprises, en vue d'établir des partenariats, et conseils sur la communication d'informations avec les entreprises; compétences en matière d'analyse des politiques, de lobbying et de plaider, et leur pertinence à l'égard de la mise en place d'une ZLTE; compétences relatives aux plateformes de plaider à l'échelle nationale et approche en matière de communication sur les ZLTE pilotes; compétences liées au suivi et à l'évaluation, aux études de référence et d'évaluation, et à l'analyse de données pour tirer des conclusions précises et acquérir des informations factuelles sur le progrès des ZLTE. Les partenaires qui continueront d'intervenir dans le cadre du prochain programme de SCL feront l'objet d'une évaluation des besoins afin d'identifier les domaines où les compétences nécessaires doivent être renforcées. La nécessité de fournir un dernier appui aux partenaires, non concernés par le nouveau financement, sera déterminée en vue d'assurer la durabilité des résultats. De manière plus générale, le développement des liens et de l'apprentissage entre partenaires locaux nouveaux et existants de SCL est un élément clé de l'approche de SCL qui se poursuivra au cours des futurs programmes.

ANNEXE 1 : CHAÎNE DE RÉSULTATS ACTUALISÉE (SYNTHÈSE)

Réalisation 1	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
Réalisation 1 : Les organisations partenaires de SCL avec, lorsque cela est possible et pertinent, la participation active des initiatives en matière de RSE et des entreprises néerlandaises, multinationales et/ou locales de premier plan, œuvrent activement à la prévention et à l'élimination du travail des enfants et/ou mettent en œuvre une approche géographique en faveur de la mise en place des ZLTE.	A.1. A l'issue de la 1ère année, les partenaires de SCL ont finalisé, lorsque cela est possible et pertinent, en étroite coopération avec les entreprises, au moins huit propositions concrètes relatives à la mise en œuvre de l'approche géographique, dont celles des ZLTE, dans les zones d'intervention sélectionnées.	Propositions	<p>17 propositions concrètes ont été finalisées en vue de la mise en œuvre d'une approche géographique en faveur de la création de zones libres de tout travail d'enfant.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mali, Markala : septembre 2014 par Enda Mali, partenaire de Kinderpostzegels Nederland. 2. Mali, mines d'or traditionnelles de petite échelle à Bougouni : septembre 2014 par Enda Mali, partenaire de Kinderpostzegels Nederland. 3. Mali, chaînes de valeur agricoles : décembre 2014 par CAEB, partenaire d'ICCO. 4. Mali : Niono Macina : novembre 2014 par Alphalog, partenaire de Kinderpostzegels Nederland.¹ 5. Inde : Tiripur, travailleurs migrants dans le secteur de l'habillement : décembre 2014 par SAVE, partenaire de FNV Mondiaal. 6. Inde, ZLTE dans le secteur de l'habillement à Tiripur : décembre 2014 par SAVE, partenaire d'ICCO. 7. Inde, plateforme d'échange et d'apprentissage : décembre 2014 par ICCO. 8. Inde, carrière de pierre naturelle au Rajasthan : décembre 2014 par l'IBB (syndicat), partenaire de FNV Mondiaal. 9. Inde, secteur du grès à Budhpura : janvier 2015 par Manjari, partenaire de LIW/ICN. 10. Ouganda, zone de production de café à West Nile : avril 2015 par CEFORD, partenaire de Hivos. 11. Zimbabwe, zone de production de thé à Chiredzi : mars 2015 par ZNCWC, partenaire d'ICCO. 12. Zimbabwe zone urbaine à Epworth, Harare, par CACLAZ, partenaire de Hivos.² 13. Turquie, Nicaragua, Zimbabwe, Ouganda et Mali : juillet 2014 par les syndicats d'enseignants sous la direction de l'Internationale de l'Éducation, partenaire de Hivos.³ 14. Action de CACLAZ au Zimbabwe sur la mise en place d'une zone libre de tout travail d'enfant dans la zone de production de thé à Chipinge, partenaire de Hivos, mars 2015. 15. Initiative de l'Internationale de l'Éducation visant à soutenir les syndicats d'enseignants en Turquie, au Zimbabwe, en Ouganda, au Nicaragua et au Mali. partenaire de FNV (années 2 et 3) 16. Intervention de Nascent en Ouganda en faveur de la création de zones libres de tout travail d'enfant dans un bidonville de Kampala. partenaire de Hivos, août 2015. 17. Action d'UNATU en Ouganda visant à promouvoir la durabilité des zones libres de tout travail d'enfant à Entebbe. partenaire de Hivos. 	

¹ Cette proposition est entièrement financée par Kinderpostzegels Nederland

² Cette proposition est entièrement financée par un financement externe, par l'intermédiaire de Hivos, Pays-Bas

³ Cette proposition a commencé, en tant que projet, par une phase d'orientation, sous la direction de Hivos, du fait du temps demandé par les syndicats d'enseignants en termes d'orientation. Au cours des deuxième et troisième années (la phase d'exécution), le projet a été coordonné par FNV Mondiaal.

Réalisation 1	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
	A.2. D'ici la fin de la 2e année, les partenaires de SCL ont commencé à mettre en œuvre les projets mentionnés ci-dessus, lorsque cela est possible et pertinent, en étroite collaboration avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises.	Rapports semestriels, communication, documents	<p>17 projets ont mis en œuvre des activités qui ont abouti à de bons résultats dans différentes zones (voir rapport principal). A ce jour, 20 412 enfants ont repris et n'ont pas abandonné leur scolarité.</p> <p>La coopération avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises a donné lieu à une collaboration et à des résultats fructueux en Ouganda, avec la société de production de café et UTZ Certified, ainsi qu'en Inde, dans le cadre du projet ZLTE à Manjari, appuyé par Beltrami/Stoneasy et London Stone. La collaboration au Zimbabwe a été mise en place avec les sociétés du secteur du thé : Taganda Tea et Ariston Holdings.</p>	Sur les 16 projets, seuls cinq (ENDA Mali à Segou, Alphalog à Niono, Internationale de l'Éducation, NASCENT et UNATU en Ouganda ne sont pas liés à un secteur particulier avec la participation d'une entreprise ou d'une initiative en matière de RSE. C'est le cas de tous les autres projets à différents niveaux.
	A.3. D'ici la fin de la 3e année, au moins 8 projets adoptant une approche géographique ont été mis en œuvre afin de prévenir et lutter contre travail des enfants, dont des projets donnant lieu à la mise en place de ZLTE.	Rapports finaux des agences d'exécution	<p>11 projets au total ont adopté l'approche géographique en vue de la mise en place d'une ZLTE : 1. projet ciblant le secteur du thé à Chipinge, Zimbabwe; 2. projet ciblant le secteur du café à West Nile, Ouganda; 3. projet urbain à Kasubi, Kampala, Ouganda; 4. projet visant le secteur de l'or à Bougouni, Mali; 5. projet rural à Markala, Mali; 6. projet rural à Niono, Mali; 7. projet relatif à la chaîne de valeur agricole à Wacoro & Kemeni, Mali; 8. projet ciblant le secteur de l'habillement à Tiripur, Inde; 9. projet relatif au secteur de la pierre naturelle à Budhpura, Inde; 10. Projet concernant le secteur de la pierre naturelle à Palri Mangaliya & Purohitsar, Inde. 11. projet urbain à Epworth, Harare, Zimbabwe.</p> <p>Au total, 87 ZLTE ont été mises en place au cours de ce programme. A noter que deux projets (11 ZLTE) ont officiellement transféré les ZLTE aux autorités et aux communautés locales : il s'agit de SAVE à Tiripur, en Inde et de Nascent à Kasubi, Kampala, en Ouganda.</p>	
	A.4. D'ici la fin de l'année 3, au moins deux initiatives en matière de RSE ont intégré l'approche géographique dans leurs stratégies d'intervention (liées à la réalisation B)	Propositions, nouveaux projets, procès verbaux	<ol style="list-style-type: none"> Engagement d'une entreprise et d'une norme de certification en Ouganda de poursuivre l'approche géographique dans le cadre d'un nouveau projet → La proposition de nouveau projet par l'entreprise et la norme de certification dans le secteur du café adopte l'approche géographique et les concepts des ZLTE à West Nile (Ouganda); L'engagement de quatre entreprises internationales du secteur de la chaussure s'est traduit par l'élaboration d'une proposition d'action concertée dans le secteur de la chaussure à Agra, en Inde, avec la participation des entreprises internationales et FLA, associant une approche géographique de lutte contre le travail des enfants dans une zone particulière de production de chaussures d'Agra et une approche axée sur la chaîne d'approvisionnement (voir le procès verbal Agra) La collaboration de Fairtrade dans la réalisation d'une étude de référence dans la zone d'extraction d'or de Busia a donné lieu à l'élaboration (ainsi qu'à la demande et l'obtention de financement en faveur) d'un projet conjoint de mise en place d'une ZLTE dans la zone aurifère de Busia en Ouganda. Beltrami/ Stoneasy et London Stone sont membres de l'initiative : Responsable Stone Programme de TFT. Le personnel local et international de TFT a visité la ZLTE de Budhpura et manifesté un intérêt pour le projet. TFT étudie les possibilités de contribuer au projet de ZLTE à Budhpura, en particulier en vue d'améliorer les conditions de travail dans la production de pavés. Une proposition conjointe de Arte, ICN, TFT et MVF de mise en œuvre d'un projet de ZLTE dans des carrières de granite du sud de l'Inde a été approuvée. 	

Réalisations A	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
A.1.1. Les partenaires de SCL ont une meilleure compréhension de la situation locale, des questions relatives au travail de enfants et des acteurs pertinents pour chacun des projets des zones d'intervention.	A.1.1.1. D'ici la fin de la 1e /2e année, au moins huit études de référence, comprenant des travaux de cartographie, ont été réalisées.	Rapports de référence, rapport de MVF pour le compte du rapport général de recherche de FLA sur le secteur de la chaussure.	<p>Neuf études de référence ont été réalisées et finalisées au cours du lancement des activités en Ouganda (CEFORD), au Mali (CAEB) et en Inde (SAVE, Manjari et IBB), au Zimbabwe (CACLAZ, ZNCWC), en Turquie (Eğitim Sen) et au Nicaragua (Anden).</p> <p>Les travaux de cartographie font partie de la mise en place d'une ZLTE et sont réalisés en début d'intervention. Ceux-ci ont été réalisés en Inde, au Mali, en Ouganda et au Zimbabwe. Ils n'ont, en revanche, pas eu lieu au Nicaragua et en Turquie dans la mesure où les activités dans ces pays ont davantage consisté à préparer le terrain à la création des ZLTE, et non à les mettre en œuvre.</p> <p>Deux études de référence ont été réalisées en vue de préparer les nouvelles collaborations en cours avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'étude de référence sur le travail des enfants dans le secteur de la chaussure à Agra, menée par MVF dans le cadre des travaux de recherche plus vastes de FLA 2. l'étude de référence sur le travail des enfants dans l'extraction d'or à Busia (Ouganda) dans le cadre d'un partenariat entre SCL et Fairtrade. 	Aucune étude de référence n'a été menée au Mali avec Enda dans la mesure où ce partenaire a utilisé la recherche réalisée dans les zones d'extraction d'or de Bougouni en guise d'étude de référence. A Markala, Enda a déjà lancé les activités préparatoires sur la base d'une enquête existante.
A.1.2. Des accords ont été conclus entre les partenaires de SCL, les initiatives en matière de RSE et les entreprises, portant sur les rôles et les responsabilités de chacun dans le cadre de leur coopération dans les zones et/ou projets sélectionné(s).	A.1.2.1. Au moins cinq accords concrets ont été conclus avec des initiatives en matière de RSE et des entreprises néerlandaises, multinationales et/ou locales de premier plan précisant leur participation aux projets axés sur l'approche géographique.	Courriers électroniques/lettres formelles, documents formels (protocoles d'accord, accords)	<p>6 accords signés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protocole d'accord avec les sociétés du secteur de la pierre : London Stone et Beltrami, ICN, SCL ainsi que Manjari en Inde - Protocole d'accord avec une entreprise du secteur du café en Ouganda, UTZ et SCL - Accord avec Fair Labor Association et sept entreprises du secteur de l'habillement en Turquie - Accord avec quatre entreprises du secteur de l'habillement, une organisation sectorielle, ICN, UNICEF, FNV et SCL en vue de la mise en œuvre d'un projet conjoint d'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement de l'habillement. - Accord et plan d'action avec quatre entreprises internationales et Fair Labor Association relatifs au secteur de la chaussure à Agra (Inde) - Accord relatif à la mise en place d'une ZLTE avec Fairtrade, Solidaridad, Fairphone, Philips et UNICEF dans le secteur aurifère à Busia, Ouganda 	

Réalisations A	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
A.2.1. Les partenaires de SCL ont une meilleure connaissance ainsi qu'une capacité et des compétences accrues vis-à-vis de l'approche géographique et, le cas échéant, des modalités de collaboration avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises à cet égard.	A.2.1.1. D'ici la fin de la deuxième année, des manuels de formation (un en Afrique, un en Inde) ont été rédigés et tous les partenaires locaux du programme ont bénéficié d'une formation et d'un appui technique sur la mise en œuvre de l'approche géographique.	Manuel Inde, Manuel Afrique (en français et en anglais)	<p>Le manuel présentant les meilleures pratiques et les leçons tirées vis-à-vis de la collaboration avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE en Inde a été finalisé.</p> <p>Le manuel présentant les meilleures pratiques et les leçons tirées vis-à-vis de la collaboration avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE en Afrique a été finalisé.</p>	<p>Le guide sera utilisé dans le cadre de la formation des parties prenantes au cours du 2e semestre 2017 en Inde.</p> <p>La formation, axée sur le manuel, aura lieu au 2e semestre 2017 en Ouganda et au Mali.</p>
	A.2.1.2. D'ici la fin de la 2e année, au moins quatre partenaires de SCL, appelés à collaborer avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises, bénéficieront d'une formation et d'un appui technique sur la façon de mobiliser et de travailler avec ce type d'initiatives et les entreprises	Participants à la table ronde au Mali, procès verbal, communication électronique	<p>Table ronde au Mali sur le thème « comment œuvrer avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE » réunissant certains partenaires de SCL appelés à collaborer avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises. Douze partenaires de SCL ont pris part à l'atelier.</p> <p>Un appui technique sur la façon de travailler avec les initiatives en matière de RSE et les entreprises a été fourni de manière ponctuelle aux partenaires de SCL au cours de la mise en œuvre des projets sur des thèmes spécifiques, sous la forme de courriers électroniques, de communication sur Skype ou au cours de visites sur le terrain (par exemple au cours des visites d'évaluation à mi-parcours et au cours de l'élaboration des documents d'orientation sur la collaboration avec les entreprises au Mali, au Zimbabwe, en Ouganda, au Ghana et en Inde).</p> <p>Le document d'orientation de l'Inde a été présenté au cours de la réunion de fin de projet en Ouganda comme exemple, pour les partenaires, de ressource pour les formations ultérieures dans leurs pays.</p>	<p>Les différentes possibilités de formation et de soutien technique en Afrique au cours de la prochaine période du projet (voir A.2.1.1.) seront examinées sur la base de l'évaluation des besoins par partenaire/pays, et du document d'orientation.</p>
A.2.2. Les partenaires de SCL font figure d'organismes ressources locaux vis-à-vis de l'identification et de l'élimination du travail des enfants dans les zones de production et d'approvisionnement ainsi que de la mise en œuvre de l'approche géographique.	A.2.2.1. D'ici la fin de la troisième année, au moins cinq partenaires de SCL ont développé leurs capacités et font figure d'organismes ressources dans leurs pays/régions.	Rapports d'avancement et finaux, rapports nationaux d'évaluation à mi-parcours, communication électronique	<p>Dans plusieurs pays, les partenaires de SCL ont renforcé leurs capacités et/ou interviennent déjà en tant qu'organismes ressources vis-à-vis des nouveaux partenaires potentiels à l'échelle nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inde : L'IBB, SAVE et Manjari vis-à-vis des nouveaux partenaires du réseau : Children at Risk Network. - Ouganda : CEFORD, UNATU et NASCENT pour les nouveaux partenaires en Ouganda - Mali : Enda Markala fait figure d'organisme ressource pour les nouveaux partenaires dans le pays (Enda Bougouni, CAEB). - Zimbabwe : CACLAZ est considéré comme un acteur de premier plan dans le domaine des ZLTE dans le pays pour les nouveaux partenaires (ZNCWC et ZIMTA) du présent projet. - SNEC et UNATU sont devenus partenaires ressources et participeront à des visites d'échange sud-sud au Sénégal, au Togo, en Zambie et en Tanzanie dans le cadre du nouveau programme Getting Down to Business 	

Réalisations A	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
A.3.1. Les partenaires de SCL ont identifié et formé les principales parties prenantes et contribuent à la création d'un environnement plus favorable à l'élimination du travail des enfants et à l'établissement de ZLTE, à travers le renforcement de leurs réseaux, les échanges avec le système éducatif et les syndicats des pays partenaires et la mobilisation du soutien politique.	A.3.1.1 D'ici la fin de la 3e année, tous les partenaires de SCL ont élargi leurs réseaux en œuvrant à la mise en place des ZLTE et sont mieux à même de travailler avec un large éventail de parties prenantes	Rapports d'avancement des partenaires de SCL, rapports nationaux d'évaluation à mi-parcours, rapport d'évaluation externe	<p>Les différents projets ont permis à tous les partenaires d'élargir leurs réseaux en travaillant avec un large éventail de parties prenantes. Les partenaires de SCL ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités dans différents domaines afin de les aider à réaliser les activités en faveur de la mise en place d'une ZLTE le plus efficacement possible. En Inde, la plateforme de SCL a été particulièrement active dans le renforcement des capacités des partenaires de SCL et dans la coordination des initiatives de lobbying et de plaider visant à mobiliser le soutien politique à la stratégie de SCL pour l'élimination du travail des enfants en Inde.</p> <p>Les visites d'évaluation à mi-parcours ont également contribué à fournir un appui supplémentaire lorsque cela s'est avéré nécessaire et à identifier les domaines exigeant une attention supplémentaire. L'évaluation externe a confirmé que les partenaires de SCL avaient collaboré avec succès avec une grande variété de parties prenantes et donné des indications supplémentaires quant à la façon d'améliorer cette collaboration à l'avenir.</p>	
	A.3.1.2. D'ici la fin de la 3e année, les organisations et/ou syndicats en Turquie et en Inde (nouveaux partenaires possibles de SCL) ont été soutenus et formés sur la mise en œuvre de l'approche géographique dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants dans les secteurs de la noisette (Turquie) et de la chaussure (Inde).	Courriers électroniques, communication formelle, procès verbaux, accords avec FLA et les entreprises à Agra et en Turquie	<p>Recherche et élaboration en cours d'un plan d'action avec FLA et des entreprises en Turquie (coton) et en Inde (chaussure). Voir B.3.1.1.</p> <p>FNV collabore avec différentes parties prenantes dans le domaine du travail des enfants dans le secteur des noisettes en Turquie. Récemment, le débat sur ce problème a également porté sur la question des réfugiés syriens. FNV a contacté l'ONG turque Hayata Deskek (Soutien à la vie) qui mène une initiative consistant à extraire les enfants syriens des usines et à promouvoir leur scolarisation, et réfléchit actuellement à la façon de développer des collaborations.</p>	
A.4.1. Les initiatives en matière de RSE et les entreprises participant aux projets sélectionnés ont acquis des connaissances et de l'expérience à travers la mise en œuvre de l'approche géographique en tant qu'outil d'intervention pour la prévention et l'atténuation du travail des enfants dans les échelons inférieurs de production (intervention sur la base de nouvelles valeurs)	A.4.1.1. D'ici la fin de la 2e année, une évaluation à mi-parcours a lieu sur les modalités de coopération entre les partenaires de SCL et les initiatives en matière de RSE/entreprises, mettant l'accent sur la stratégie permettant d'associer l'approche verticale axée sur la chaîne d'approvisionnement et l'approche horizontale géographique.	Rapports nationaux d'évaluation à mi-parcours	<p>Évaluation à mi-parcours réalisée en Inde, au Mali, en Ouganda et au Zimbabwe.</p> <p>Toutes les visites organisées dans le cadre des évaluations à mi-parcours se sont terminées par une réunion avec tous les partenaires afin d'échanger sur les conclusions et les recommandations.</p>	
	A.4.1.2. D'ici la fin de la 3e année, un manuel/ guide présentant les meilleures pratiques et les leçons tirées en ce qui concerne la participation des initiatives en matière de RSE et des entreprises à l'approche géographique a été rédigé, diffusé à 50 initiatives en matière de RSE et entreprises et abordé avec 20 d'entre elles.	Manuels Inde et Afrique, courriers électroniques, communication formelle	<p>Le document d'orientation présentant les meilleures pratiques et les leçons tirées dans le domaine de la collaboration avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE en Inde est disponible. Le document d'orientation a été diffusé et expliqué à l'ensemble des partenaires et à différentes entreprises et parties prenantes des initiatives en matière de RSE au cours de la réunion de fin de programme en Ouganda (50 participants).</p> <p>Le document d'orientation présentant les meilleures pratiques et les leçons tirées dans le domaine de la collaboration avec les entreprises et les initiatives en matière de RSE en Afrique est disponible en anglais et en français et a été diffusé à l'ensemble des partenaires et des parties prenantes par le biais du bulletin d'information de SCL et peut être consulté sur le site Web.</p>	

Réalisations B	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
Les initiatives en matière de RSE et les entreprises de secteurs sélectionnés obtiennent des résultats significatifs dans le domaine de la prévention et de l'élimination du travail des enfants (et d'autres violations des droits des travailleurs) dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement, en mettant particulièrement l'accent sur les niveaux inférieurs et l'approche géographique;	B.1. Au cours des trois années du programme, SCL a publié et diffusé des travaux de recherche (2 lors de la 1e année, deux lors de la 2e année) sur le travail des enfants dans des secteurs sélectionnés avec un large éventail de parties prenantes et a ciblé, posé et présenté des questions et recommandations spécifiques à des initiatives en matière de RSE et entreprises sélectionnées concernant leur performance.	Rapports de recherche	<p>Publication du rapport « Rock Bottom » sur la pierre naturelle en mai 2015.</p> <p>Publication de « L'or extrait des mains d'enfants » (novembre 2015) et de « No Golden Future » (avril 2016)</p> <p>Publication de « Child Labor in Cotton Supply Chains, Action-based Collaborative Project to Address Human Rights Issues in Turkey » (juin 2017).</p> <p>Publication de « The Dark Sites of Granite, Modern slavery, child labour and unsafe work in Indian granite quarries – What should companies do? » (août 2017)</p> <p>Publication de « Branded Childhood » (janvier 2017). publié par SOMO et Stop Child Labour.</p> <p>Publication de « Soiled Seeds » (novembre 2015) et de « Cotton's Forgotten Children » (juillet 2015). La publication de ces deux rapports de recherche a été financée par ICN.</p> <p>Publication d'un rapport de recherche et de consultation sur le secteur de la chaussure à Agra (publication programmée en septembre ou octobre 2017)</p> <p>Tous les rapports ont suscité une importante attention médiatique et ont donné lieu à des dialogues avec les décideurs, les entreprises et les initiatives en matière de RSE.</p>	
	B.2. D'ici la fin de la 3e année, SCL a intensifié le dialogue sur le travail des enfants (et d'autres violations des droits des travailleurs) et sur les ambitions et les mesures visant à améliorer la situation avec au moins cinq initiatives en matière de RSE et dix des entreprises ciblées (2 par secteur) intervenant dans des secteurs sélectionnés (voir la liste des entreprises et des initiatives en matière de RSE en annexe).	Courriers électroniques/lettres formelles/ communication, documents relatifs au Pactes (habillement et textile, or)	<p>Des discussions ont eu lieu avec au moins 80 entreprises et 11 initiatives en matière de RSE.</p> <p>Pierre naturelle : dialogue avec TFR-RSP, ETI et des initiatives allemandes (Xertifix, Fair Stone, etc.)</p> <p>Textile/habillement : dialogue avec le secteur néerlandais de l'habillement, le gouvernement, les syndicats et les ONG sur le Pacte sur l'habillement et le textile. Dialogue avec Fair Labor Association, des entreprises et des fournisseurs de coton en Turquie.</p> <p>Or : dialogue avec des entreprises du secteur électronique, des ONG, des décideurs et des experts</p> <p>Chaussure : dialogue avec Fair Labor Association, des entreprises internationales et les fournisseurs du secteur de la chaussure en Inde</p> <p>Café : dialogue avec UTZ et une entreprise ougandaise dans le cadre du développement et de la mise en œuvre d'un partenariat à West Nile</p> <p>Thé : dialogue avec des entreprises productrices de thé au Zimbabwe</p>	

Réalisations B	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2017 - 2018	Observations
	B.3. D'ici la fin de la 3e année, au moins trois initiatives en matière de RSE et cinq entreprises ont pris des mesures concrètes afin de prévenir et de lutter contre le travail des enfants (et d'autres violations des droits des travailleurs), en portant une attention particulière aux échelons inférieurs et avec la participation active de différentes parties prenantes locales	Protocoles d'accord, communication / courriers électroniques, évaluation externe	Dans les secteurs de la pierre naturelle, du café, de l'or et de l'habillement, 15 entreprises et trois initiatives en matière de RSE (internationales et nationales) ont contribué de manière significative à l'éradication du travail des enfants dans les échelons inférieurs de leurs chaînes d'approvisionnement (et à l'extérieur de leurs chaînes d'approvisionnement). Ces entreprises et initiatives en matière de RSE ont pris des mesures concrètes en faveur de la prévention et de l'élimination du travail des enfants en investissant dans le développement de la production des ménages, en mettant en relation les enfants travailleurs identifiés avec les partenaires de SCL, en menant des activités de lobbying auprès des autorités locales/régionales, en faisant pression sur leurs fournisseurs, en améliorant la transparence au sein de leur chaîne d'approvisionnement et en s'engageant à développer des projets avec (les partenaires de) SCL mettant en œuvre l'approche géographique.	
B.1.1. SCL a une connaissance suffisante de l'incidence du travail des enfants dans les zones majeures d'approvisionnement / de production de secteurs sélectionnés ainsi que des chaînes d'approvisionnement et des acteurs des chaînes d'approvisionnement pour être en mesure de planifier des stratégies d'intervention. B.1.2. SCL a connaissance du (manque de) progrès réalisé en ce qui concerne les politiques et les pratiques des entreprises et/ou des initiatives en matière de RSE vis-à-vis du travail des enfants et intègre ces informations dans ses interventions.	B.1.1.1. + B.1.1.2. D'ici la fin de la 2e année, une étude par secteur a été réalisée ou actualisée et publiée.	Rapports de recherche	<p>Café :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étude de référence à West Nile, Ouganda <p>Chaussure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recherche sur le secteur de la chaussure (Inde) (n'a pas encore été publiée) <p>Or :</p> <ul style="list-style-type: none"> - No Golden Future (Ouganda) - L'or extrait par des mains d'enfants (Mali) - Rapport de l'étude de référence à Busia District (Ouganda) <p>Pierre naturelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rock Bottom (Inde) - The Dark Sites of Granite (Inde) <p>Semences :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soiled Seeds (Inde)* - Cotton's forgotten Children (Inde)* <p>Thé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cartographie de la chaîne de valeur Zimbabwe <p>Textile / Habillement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement du coton (Turquie) - Branded Childhood (Bangladesh) <p>*financé par ICN</p>	
B.2.1. Les entreprises et initiatives en matière de RSE ont connaissance des mesures visant à prévenir et lutter contre le travail des enfants (et d'autres violations des droits des travailleurs) au sein de leurs chaînes d'approvisionnement.	B.2.1.1. D'ici la fin de la 2e année, des dialogues ont été établis aux Pays-Bas/au sein de l'UE sur la base des conclusions des recherches avec au moins 7 (année 1 : 3) initiatives en matière de RSE et 20 entreprises (année 1 : 10) sous la forme de réunions multipartites et de dialogue direct.	<p>Courriers électroniques/lettres formelles / communication</p> <p>Procès verbaux</p>	Des réunions multipartites et un dialogue direct ont eu lieu avec au moins 11 initiatives en matière de RSE et 80 entreprises dans différents secteurs, sur la base des conclusions de la recherche.	

Réalisations B	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2017 - 2018	Observations
B.3.1. Les entreprises et initiatives en matière de RSE ont été conseillées et soutenues par SCL en ce qui concerne l'organisation et la mise en œuvre de mesures concrètes afin de prévenir et de lutter contre le travail des enfants (et d'autres violations des droits des travailleurs) au sein des niveaux inférieurs de chaînes d'approvisionnement spécifiques et/ou de zones d'approvisionnement avec la participation de plusieurs parties prenantes locales (changement d'attitude/de valeurs)	B.3.1.1. D'ici la fin de la 2e année, des plans d'action ont été élaborés avec/par au moins trois initiatives en matière de RSE et cinq entreprises	Plans d'action Courriers électroniques/lettres formelles / communication	<ul style="list-style-type: none"> - Un pacte, instituant l'obligation de diligence raisonnable et incluant un plan d'action sur le travail des enfants, signé avec des associations du secteur de l'habillement, des syndicats, des ONG, le gouvernement et 60 entreprises - Partenariat avec une entreprise du secteur du café et UTZ en Ouganda. - Partenariat avec trois entreprises du secteur de la pierre naturelle en Inde - Recherche et apprentissage collectifs, élaboration en cours d'un plan d'action conjoint avec sept entreprises (internationales) en Turquie avec FLA. - Recherche et apprentissage conjoints avec quatre entreprises du secteur de la chaussure en Inde (Agra), élaboration en cours d'un plan d'action avec FLA. - Un pacte, comprenant un plan d'action sur le travail des enfants, signé avec des associations du secteur de l'or, des syndicats, des ONG et le gouvernement, ainsi qu'avec plusieurs entreprises et organisations sectorielles 	Pacte et plan d'action sur le travail des enfants dans le secteur de la pierre naturelle en Inde, en cours d'élaboration.

Réalisation C	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
C. Les décideurs politiques, consommateurs et entreprises ciblés aux Pays-Bas (et à l'étranger) participent et interviennent en faveur de l'élimination du travail des enfants et/ou de la création de ZLTE.	C.1. D'ici la fin de la 3e année, les institutions politiques, les décideurs et les organisations internationales pertinents (par exemple, le gouvernement / Parlement néerlandais, L'Union européenne / le Parlement européen, IPEC-OIT) ont connaissance et ont exprimé leur soutien à l'approche géographique des ZLTE et à la participation des initiatives en matière de RSE et des entreprises à cet égard.	Voir les sites Web de www.indianet.nl , www.stopkinderarbeid.nl et www.tweedekamer.nl Pour certains résultats, les sources de vérification peuvent être les représentants du ministère des Affaires étrangères et/ou des entretiens réalisés auprès de différentes parties prenantes au cours de l'évaluation externe.	<ul style="list-style-type: none"> - La question du travail des enfants a été abordée dans 30 débats parlementaires, initiatives de députés, lettres du ministre, etc. en partie suscités par les lettres formelles et les contacts directs ou d'autres informations communiquées aux députés. - Les publications de SCL/ICN concernant le travail des enfants au sein des chaînes d'approvisionnement ont suscité au moins 12 questions parlementaires. - Les zones libres de tout travail d'enfant ont été mentionnées dans un nombre estimé à 25 lettres de ministres, des rapports annuels sur les droits humains, un document d'initiative, l'état du budget, des débats parlementaires et une motion adoptée d'un député en faveur de la poursuite du financement de cette approche - Les députés ont exigé des pratiques de passation des marchés libres de tout travail d'enfant et le ministre a promis des mesures à cet égard. - Les deux partis de la coalition (VVD et PvdA) ont appuyé notre demande de mieux informer le parlement de la façon dont les discussions sur le travail des enfants sont incluses dans les missions commerciales. Les questions parlementaires ont également donné lieu à des promesses d'aborder le travail des enfants (par exemple dans le domaine des semences) au cours des missions (commerciales). - Soutien politique de la ministre Ploumen, par exemple sous la forme d'une lettre au Parlement du 01/07/2015, de déclarations au Parlement et de déclarations et de celles du ministre Koenders (Affaires étrangères) dans les rapports officiels sur les droits de l'homme 2014, 2015 et 2016). Le rapport 2015 indique : « Le programme, en cours d'exécution en Inde, au Zimbabwe, en Ouganda, au Mali, au Nicaragua et en Turquie, est un excellent exemple d'approche régionale intégrée, associant la sensibilisation sur les impacts négatifs du travail des enfants à la fois sur les individus et sur le développement national, les mesures visant à améliorer l'éducation et la collaboration avec les employeurs et les autorités locales afin d'appliquer l'interdiction du travail des enfants ». Le gouvernement a également fait du travail des enfants une priorité au cours de sa présidence de l'UE, lors du premier semestre 2016 et a soulevé l'approche des ZLTE. - L'UE a exprimé son soutien pour les approches géographiques et sectorielles de lutte contre le travail des enfants par le biais d'une déclaration du Conseil. - L'OIT a reconnu l'approche des ZLTE que nous avons présentée à l'occasion d'une réunion de la plateforme sur le travail des enfants. 	

Réalisations C	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
	C.2. La majorité des entreprises ciblées a réalisé des progrès en termes de transparence et/ou de politiques et pratiques visant à prévenir et à lutter contre le travail des enfants.	Voir les sites Web de www.indianet.nl , www.stopkinderarbeid.nl et www.tweedekamer.nl Rapports de recherche Protocoles d'accord, accords formels	Des entreprises de plusieurs secteurs ont fait état d'améliorations et d'une volonté de soutenir et de participer à la recherche et d'intervenir, par exemple, à travers la signature par 60 entreprises du Pacte relevant de la RSE à l'échelle internationale pour le secteur du textile et de l'habillement, la participation de trois entreprises du secteur de la pierre dans une ZLTE au Rajasthan et la présence d'autres entreprises aux négociations du Pacte ciblant le secteur de la pierre naturelle, la participation des entreprises du secteur électronique à l'élaboration d'une fiche de vérification spécifique à l'or dans leur chaîne d'approvisionnement et un projet de suivi visant à éradiquer le travail des enfants, la participation d'entreprises du secteur de la chaussure aux travaux de recherche et aux mesures de suivi en Inde, etc.	
	C.3. A l'issue de la période de trois ans, une grande campagne a été organisée dans le but de sensibiliser et de mobiliser les consommateurs pour qu'ils fassent pression sur les entreprises d'un secteur particulier de manière à ce que celles-ci prennent des mesures contre le travail des enfants.	Voir ci-dessous (3.1 et 3.1.1.1)	Une grande campagne sur le thème de l'or a été menée et a atteint plus d'un million de personnes. Pour en savoir plus, voir C 3.1. et C 3.2. ci-dessous et la section 2.3 du présent rapport	
C.1.1. Le gouvernement néerlandais, IPEC-OIT et l'UE soutiennent ou intensifient leur soutien aux ZLTE, du fait des activités ciblées de lobbying et de plaidoyer fondées sur les travaux de recherche réalisés (A) et le suivi des progrès sur le terrain (B).	C.1.1.1. Au cours de la période de trois ans, au moins 15 actions médiatiques ciblées supplémentaires (attention médiatique, lettres aux décideurs, contribution aux questions parlementaires) ont été menées afin d'accroître la pression sur les décideurs, donnant lieu à 10 déclarations politiques en faveur de l'approche géographique/ZLTE/SCL.	Voir les sites Web de www.indianet.nl , www.stopkinderarbeid.nl et www.tweedekamer.nl	Voir ci-dessus en ce qui concerne le soutien et l'engagement du gouvernement néerlandais, de l'UE, et de l'OIT et les diverses actions ciblées pour y parvenir. Voir le chapitre 2.3 du présent rapport consacré à la communication concernant les communications des médias (supérieures à 100) sur les questions abordées par Stop Child Labour et les résultats déjà présentés vis-à-vis des dialogues avec les décideurs et les parlementaires.	

Réalisations C	Indicateurs des réalisations	Sources de vérification	Résultats 2014 - 2017	Observations
C.2.1. La pression publique accrue sur les entreprises n'ayant pas répondu à l'appel à la lutte contre le travail des enfants ou accusant un retard à cet égard s'est traduite par une amélioration de la transparence et/ou de leurs politiques et pratiques afin d'éliminer le travail des enfants (rôle de surveillance)	C.2.1.1. Au cours des 3 ans, les médias néerlandais (TV, radio, journaux, presse spécialisée) ont traité au moins 5 fois par an des aspects du travail des enfants liés à la campagne de SCL, des ZLTE, et du rôle des initiatives en matière de RSE et des entreprises dans l'élimination du travail des enfants.	Voir la couverture médiatique des secteurs ici: http://www.indianet.nl/ni_f_n.html Couverture médiatique également dans Het Parool: https://blendle.com/ii/het-parool/kinderen-zijn-een-goudmijn/bnl-par-20151219-5599091 De Standaard: http://www.standaard.be/cnt/dmf20150515_01682554# Leeuwarder Courant: https://www.lc.nl/plus/Kinderen-zijn-een-goudmijn-21100277.html The Guardian: http://www.theguardian.com/global-development/2016/may/20/child-labour-uganda-gold-mines-silence-far-from-golden	Les rapports publiés par Stop Child Labour ont donné lieu à un nombre élevé d'articles dans les médias néerlandais et internationaux (par exemple, en ce qui concerne les secteurs de la pierre naturelle et de l'habillement, une quinzaine d'articles sur 'Branded Childhood' et 10 sur 'Rock Bottom'. Le secteur de la pierre naturelle a fait l'objet de deux programmes télévisés (Keuringsdienst van Waarde) et de plusieurs long articles dans le journal belge 'De Standaard' Des articles sur les Zones libres de tout travail d'enfant ont été publiés dans Het Parool, Leeuwarder Courant et Reformatorisch Dagblad. The Guardian a publié un article en ligne sur le travail des enfants dans les mines d'or en Ouganda, tandis que le journal belge De Standaard a consacré six pages au travail des enfants et aux ZLTE dans les zones de production de pavés au Rajasthan. Voir, pour obtenir une liste d'autres publications dans les médias, notre rapport annuel 2015-2016.	Tous les articles ne sont pas disponibles en ligne. Nous pouvons toutefois vous faire parvenir des copies si vous en faites la demande.
	C.2.1.2. La moitié des entreprises qui, initialement, n'avaient pas répondu à l'appel à la lutte contre le travail des enfants et/ou accusaient un retard dans ce domaine ont pris des mesures pour améliorer leur transparence et/ou leur performance.	Voir les sites Web de www.indianet.nl , www.stopkinderarbeid.nl et www.tweedekamer.nl Protocoles d'accord, Pacte en matière de RSE à l'échelle internationale pour le secteur de l'habillement et du textile, accords formels avec les entreprises	Un grand nombre d'entreprises qui n'avaient pas répondu à l'appel à la lutte contre le travail des enfants et/ou accusaient un retard dans ce domaine ont amélioré leur transparence et sont disposées à mener des actions afin d'améliorer la situation relative au travail des enfants au sein de leurs chaînes de production. Cela est visible dans les secteurs de la pierre naturelle, du textile/coton, de la chaussure, des semences et de l'or.	
C.3.1. Sensibilisation accrue de l'opinion et des consommateurs à l'égard de la problématique et des risques de travail des enfants dans un secteur donné (le secteur de l'or a été sélectionné).	C.3.1.1. D'ici la fin de la 3e année, une campagne menée aux Pays-Bas a atteint 1,5 millions de personnes à travers les médias et les contacts directs ; au moins 20 articles ont été publiés/diffusés dans les médias (presse, radio et/ou TV)	Couverture médiatique, consultations de site, et publiopstage	Lancement de la campagne sur l'or (19/11/2015), publication du rapport « L'or extrait des mains d'enfants » Le photographe du projet Eelco Roos (Instagram) a partagé des photos des mines d'or en Ouganda avec ses abonnés sur Instagram, dont le nombre approche un demi million. Exposition médiatique continue à travers les médias sociaux (twitter, Instagram, facebook) et d'autres médias (bulletins d'information, site Web, articles en ligne et hors ligne). Voir chapitre 2.3 sur toutes les communications des médias liées à la campagne sur l'or.	
C.3.2. Une partie de la population néerlandaise a été mobilisée pour exhorter les entreprises et les magasins à rendre les produits libres de tout travail d'enfant (pression des consommateurs)	C.3.2.1. D'ici la fin de la 3e année, 10 000 consommateurs ont pris des mesures ciblées afin de rendre un produit/secteur particulier libre de tout travail d'enfant.	Site Web consacré à pétition et documents hors ligne relatifs à la pétition.	11 695 personnes au total ont signé la pétition « Gold on your hands » au cours des derniers mois, soutenant la demande de SCL auprès des entreprises de l'électronique d'en faire plus contre le travail des enfants dans l'extraction d'or. La pétition a conclu la campagne qui a informé plus d'un million de personnes des problèmes posés par l'extraction d'or destinée aux produits électroniques de consommation, tels que les téléphones portables, les tablettes et les téléphones portables. Les résultats de cette pétition ont été communiqués aux entreprises internationales de l'électronique qui ont régulièrement été en contact avec SCL tout au long de cette campagne.	

ANNEXE 2 : RAPPORT DE FIN DE PROGRAMME

http://www.stopchildlabour.eu/assets/FR_End-term-meeting-2017-final-report.pdf

ANNEXE 3 : RAPPORT D'ÉVALUATION

http://www.stopchildlabour.eu/assets/FR_Final-report-child-labour-programme-evaluation-2017.pdf

Colophon

© Hivos/Stop Child Labour, septembre 2017

« Stop Child Labour - School is the best place to work » est une coalition, coordonnée par Hivos et composée de Algemene Onderwijsbond (AOB), Mondiaal FNV, Hivos, India Committee of the Netherlands (ICN), ICCO Cooperation and Kerk in Actie, Stichting Kinderpostzegels Nederland et d'organisations locales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.
www.stopchildlabour.org / www.stopkinderarbeid.nl

Design: Sazza



Stop Child Labour

Hivos

Raamweg 16
2596 HL La Haye,
Pays-Bas
T + 31(0)70 376 55 00
www.hivos.org

Coordinated by:

STOP



CHILD LABOUR

School is the best place to work

Hivos
people unlimited